

GIORGIA MELONI ATTENDUE MERCREDI À ALGER

Focus sur l'énergie et le renforcement de la coopération

La cheffe du gouvernement italien, Giorgia Meloni, est attendue à Alger, mercredi 25 mars, pour une visite officielle placée sous le signe de l'urgence stratégique. Dans un contexte international marqué par de fortes turbulences énergétiques et géopolitiques, Rome entend renforcer un partenariat devenu vital avec l'Algérie, désormais premier fournisseur de gaz de la péninsule. P 3



**ALLOCATION CHÔMAGE
L'ANEM s'attelle
au traitement des
nouvelles demandes**

L'Agence nationale de l'emploi (ANEM) s'attelle au traitement des nouvelles demandes d'octroi de l'allocation chômage, en procédant à la programmation des rendez-vous administratifs pour la vérification de l'éligibilité des postulants.

P 2

**D'UN MONTANT DE 5,4
MILLIARDS DE DOLLARS
Le contrat Sonatrach-
Midad Energy North
Africa approuvé**

Le décret présidentiel n° 26-113 du 8 mars 2026, portant approbation du contrat d'hydrocarbures relatif au périmètre « Illizi Sud », a été publié dans le Journal officiel n°20, marquant une nouvelle étape dans le développement du secteur énergétique en Algérie. Cet accord avait été signé à Alger le 13 oct 2025 entre le groupe Sonatrach et la société saoudienne Midad Energy North Africa.

P 3

**INVESTISSEMENT
TOURISTIQUE
Les ports de
plaisance, nouveaux
pôles d'attractivité**

Le littoral algérien connaît aujourd'hui une dynamique nouvelle, portée par un intérêt grandissant des opérateurs économiques pour les investissements dans les ports de plaisance. Longtemps perçus comme des infrastructures secondaires, ces espaces se transforment progressivement en véritables moteurs de développement touristique et économique, à la faveur de réformes engagées ces dernières années dans leur mode de gestion et leur modernisation.

P 5

TOUGGOURT
**Un colloque national
sur l'agriculture oasienne
les 1^{er} et 2 avril** P 2

DISPOSITIF DE PERMANENCE
DE L'AÏD EL-FITR
**Large adhésion des
commerçants constatée** P 5

PRODUCTION DE GAZ NATUREL
**En hausse de 7 %
en janvier 2026** P 5

TOUGGOURT
Un colloque national sur l'agriculture oasienne les 1^{er} et 2 avril

Un colloque national placé sous le thème "L'oasis biologique pour promouvoir l'investissement agricole durable" se tiendra les 1^{er} et 2 avril prochains dans la wilaya de Tougourt, à l'initiative de la chambre d'agriculture (CA) et la direction des services agricoles (DSA), a-t-on appris des organisateurs. Cette rencontre a pour objectif de mettre en lumière l'agriculture biologique et les mécanismes de développement de la phoeniciculture, un pilier économique de la région, et ce à travers une série de conférences, débats et ateliers pratiques animés par des experts et spécialistes de l'agriculture saharienne, a précisé le président de la CA, Bachir Maâche. Les travaux aborderont plusieurs axes, notamment la transition vers les dattes biologiques pour améliorer la qualité et la compétitivité de la production phoenicole, les méthodes de lutte intégrée contre les maladies du palmier dattier dans la région d'Oued Righ, ainsi que la généralisation des techniques agricoles modernes pour garantir la qualité et la sécurité sanitaire des dattes, a-t-il ajouté. Cet événement scientifique s'inscrit dans une dynamique de modernisation de l'agriculture oasienne, visant à faire évoluer les pratiques artisanales vers l'agriculture biologique, tout en renforçant l'efficacité et la durabilité des investissements agricoles, selon les organisateurs.

APS

ALLOCATION CHÔMAGE L'ANEM s'attelle au traitement des nouvelles demandes

L'Agence nationale de l'emploi (ANEM) s'attelle au traitement des nouvelles demandes d'octroi de l'allocation chômage, en procédant à la programmation des rendez-vous administratifs pour la vérification de l'éligibilité des postulants.

Synthèse Zahir R

C'est ce que le Directeur général de l'Agence, M. Abdelkader Djaber, a déclaré à l'APS, en annonçant que l'Agence examine actuellement 140.000 demandes d'octroi de l'allocation chômage, d'un montant de 18.000 DA, introduites via la plateforme numérique "Minha". Il a souligné que «les rendez-vous administratifs pour la validation de l'éligibilité des demandeurs sont en cours de programmation au niveau des 58 agences de wilaya et des 278 annexes relevant de l'ANEM». Les concernés peuvent, précise-t-il, suivre l'évolution de leurs dossiers via la même plateforme numérique, laquelle offre également la possibilité de connaître les motifs de rejet ou de suspension du bénéfice de l'allocation, «leur permettant ainsi de se conformer aux procédures requises». Cette plateforme permet, aussi, de réduire les délais de traitement et de régularisation des dossiers temporairement suspendus, a-t-il fait savoir, précisant qu'il est désormais possible de «réactiver un dossier précédemment sous réserve une fois les démarches requises seront

accomplies par le bénéficiaire, l'activation intervenant le jour même ou dans un délai de 3 à 4 jours maximum». Abdelkader Djaber a ajouté que «depuis la mise en application du dispositif de l'allocation chômage en mars 2022, plus de 1,4 millions de demandes d'octroi de l'allocation chômage ont été réactivés, après leur suspension pour diverses raisons».

800 000 requêtes ou réclamations soumises

Il a souligné, dans ce contexte, que l'ANEM avait reçu, durant la période susmentionnée, «plus de 800.000 requêtes ou réclamations soumises par des bénéficiaires dont l'allocation a été suspendue, ajoutant que leurs préoccupations ont été prises en charge, conformément à ce que prévoit la loi». Concernant la perception indue de l'allocation chômage, M. Djaber a affirmé que l'ANEM a pu «récupéré, à l'amiable, des allocations versées à environ 90.000 bénéficiaires», soulignant que «les concernés procèdent à la régularisation de leur situation et au règlement de leurs dettes, selon des délais fixés convenus entre les deux parties». Concernant les mesures de vérification des

données des bénéficiaires de l'allocation, M. Djaber a affirmé que l'opération se poursuit de manière automatique, sachant que l'ANEM recoupe ses informations avec plus de 600 bases de données aux niveaux central et local des différents secteurs. Le même responsable a par ailleurs mis en avant le rôle de l'Agence dans l'accompagnement des demandeurs d'emploi pour renforcer leurs chances d'obtenir des postes d'emploi permanents, ajoutant que dans le cadre des «forums ou techniques de recherche du travail», les concernés sont préparés pour l'entretien professionnel et à la rédaction d'un CV, afin d'optimiser leurs chances d'accès à l'emploi. «48.000 ateliers ont été organisés en 2025, avec la participation de pas moins de 35.000 demandeurs d'emploi, dont 85% sont bénéficiaires de l'allocation chômage», a-il fait savoir. M. Djaber a affirmé, en outre, que les efforts consentis dans le cadre du travail de l'ANEM «interviennent en application des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à renforcer les mécanismes d'aide sociale et d'insertion professionnelle au profit des jeunes».

UNIVERSITÉ D'ORAN 1

Colloque national sur l'innovation dans les institutions documentaires le 16 avril

Le département de bibliothéconomie et des sciences documentaires de la Faculté des sciences humaines de l'Université d'Oran 1 Ahmed-Ben Bella organise, le 16 avril prochain, un colloque national sur "l'innovation et la créativité dans les institutions documentaires : Réalités et défis", afin de dresser un état des lieux de la créativité et de l'innovation au sein des différentes entités documentaires, a-t-on appris auprès de cet établissement universitaire. Ce colloque coïncide avec la Journée du savoir, célébrée le 16 avril de chaque année, et vise à mettre en avant l'importance de la créativité et

de l'innovation dans le domaine des bibliothèques et de l'information, ainsi que le rôle qu'elles peuvent jouer pour atteindre les objectifs des institutions documentaires, qu'il s'agisse de bibliothèques, de centres d'archives ou d'information, en les propulsant vers un autre niveau qui leur confère présence et importance dans la société, a-t-on précisé. Ce colloque ambitionne de valoriser les processus d'innovation et de créativité dans les institutions documentaires, tout en observant la réalité et les défis en matières d'innovation et de créativité auxquels font face les systèmes d'information, et en déter-

minant les stratégies pour une utilisation optimale des talents et des capacités innovantes et créatives dans les institutions documentaires, a-t-on fait savoir. Ce colloque se concentre sur plusieurs axes, à savoir la définition des termes et concepts liés à l'innovation et à la créativité, la stratégie d'innovation et de créativité dans les institutions documentaires, l'intelligence artificielle et son impact sur l'innovation et la créativité, ainsi que des modèles étrangers concernant l'innovation et la créativité dans les bibliothèques et les archives, la réalité et les défis de l'innovation et la créativité dans les institutions documentaires

en Algérie, ainsi que les efforts de l'Etat dans le domaine de l'innovation et de la créativité au sein de ces entités. Ce colloque est organisé par le département de bibliothéconomie et des sciences documentaires à travers le laboratoire de recherche sur les systèmes d'information et les archives en Algérie, ainsi que par deux projets de recherche universitaire sur "les perspectives et orientations de la gestion des systèmes d'information en Algérie" et "l'évaluation et la gouvernance de la gestion des archives numériques dans le cadre du gouvernement électronique en Algérie".

R E/APS

MOSTAGANEM

Les travaux de réalisation de la centrale électrique de «Sonacter» dépassent 94 %

Les travaux de réalisation de la centrale de production d'électricité de Sonacter (au Nord de la commune de Mostaganem), dans la wilaya de Mostaganem, ont atteint plus de 94 %, selon les services de la wilaya. La même source précise que le taux d'avancement des travaux de cette centrale, réalisée sur une superficie de 40 hectares par la société Samsung C&T Corporation (Corée du Sud), avec une enveloppe finan-

cière de 106 milliards de dinars, a atteint précisément 94,04 %. Le taux de réalisation du gazoduc dédié à l'alimentation en gaz naturel a atteint 100 %, tandis que celui des lignes de transport d'électricité à haute tension (400 kV) varie entre 86 % et 100 %, ajoute la même source. En prévision de la mise en service complète de la centrale, d'une capacité totale estimée à 1.450 mégawatts, les autorités lo-

cales ont demandé la mise à jour du fichier de l'emploi au niveau de la wilaya afin de mobiliser une main-d'œuvre qualifiée pour cette infrastructure stratégique. Selon la même source, l'université, le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels ainsi que le groupe Sonelgaz seront associés à cette démarche visant à assurer des ressources humaines hautement qualifiées. Pour rappel, le groupe Sonelgaz avait an-

noncé en juillet 2024 le lancement de l'exploitation partielle de cette centrale, considérée comme la plus grande infrastructure de production d'électricité en Algérie. Cette centrale hybride, reposant sur des turbines à gaz et à vapeur, est déjà entrée en service avec une capacité initiale de 450 mégawatts, contribuant ainsi au renforcement des capacités nationales de production et à l'amélioration de l'approvisionnement en électricité des citoyens. APS

Quotidien economique

Les EnjeuxEco

Edité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

GIORGIA MELONI ATTENDUE MERCREDI À ALGER

Focus sur l'énergie et le renforcement de la coopération

La cheffe du gouvernement italien, Giorgia Meloni, est attendue à Alger, mercredi 25 mars, pour une visite officielle placée sous le signe de l'urgence stratégique. Dans un contexte international marqué par de fortes turbulences énergétiques et géopolitiques, Rome entend renforcer un partenariat devenu vital avec l'Algérie, désormais premier fournisseur de gaz de la péninsule.

Par Selma R.

Le déplacement de Giorgia Meloni intervient alors que les marchés énergétiques traversent une phase critique. Selon Agenzia Nova, depuis le déclenchement de l'opération « Epic Fury » fin février, la situation au Moyen-Orient s'est fortement dégradée. Le blocage du détroit d'Ormuz et les frappes visant le complexe gazier de Ras Laffan au Qatar ont profondément désorganisé les flux mondiaux de gaz. Pour l'Italie, cette crise est particulièrement sensible. Le Qatar représentait jusqu'ici une source importante d'approvisionnement en gaz naturel liquéfié (GNL), mais une partie significative de ses capacités est désormais indisponible. Les experts estiment que plusieurs années seront nécessaires pour un retour à la normale, plaçant Rome dans une position de dépendance accrue vis-à-vis de partenaires alternatifs. Dans ce contexte, Alger s'impose comme un allié clé. En 2025, l'Algérie a fourni environ un tiers des besoins gaziers de l'Italie, notamment via le gazoduc TransMed, avec près de 20 milliards de mètres cubes acheminés. Parallèlement, les livraisons de GNL algérien ont

connu une progression notable, avec 47 cargaisons expédiées vers l'Italie, contre 31 un an plus tôt. Au-delà des volumes, Rome cherche désormais à sécuriser trois éléments essentiels : la continuité des flux, l'augmentation des capacités et une plus grande flexibilité des approvisionnements. À l'approche de l'échéance des contrats de long terme entre Eni et Sonatrach prévue en 2027, ces discussions prennent une dimension stratégique.

13 milliards d'euros d'échanges commerciaux en 2025

Les relations bilatérales ne se limitent pas à l'énergie, même si celle-ci domine largement. En 2025, les échanges commerciaux entre les deux pays ont atteint près de 13 milliards d'euros, confirmant la solidité du partenariat. Le gaz naturel représente à lui seul environ 83 % des importations italiennes en provenance d'Algérie, pour un montant de 8,1 milliards d'euros. En parallèle, les exportations italiennes vers l'Algérie affichent une progression significative (+13,8 %), tirées notamment par les équipements industriels et les machines destinées aux secteurs énergétique et ma-

nufacturier. Cette dynamique traduit une volonté de diversification progressive des échanges, en phase avec les ambitions industrielles des deux pays. La visite de Giorgia Meloni à Alger répond ainsi à trois objectifs majeurs. D'abord, sécuriser les approvisionnements énergétiques dans un contexte mondial incertain. Ensuite, renforcer la coopération industrielle, notamment dans les secteurs de l'énergie et des infrastructures. Enfin, consolider l'ancrage stratégique de l'Italie en Méditerranée, dans le cadre de son initiative de projection vers l'Afrique. Évoqué lors d'échanges avec le président Abdelmadjid Tebboune, ce déplacement pourrait également relancer plusieurs projets structurants, dont la création d'une chambre de commerce italo-algérienne et le développement de nouveaux investissements. Dans un environnement international instable, l'Algérie apparaît plus que jamais comme un partenaire central pour l'Italie. À Alger, Giorgia Meloni jouera ainsi une partie décisive pour la sécurité énergétique de son pays, mais aussi pour le repositionnement stratégique de Rome sur l'échiquier méditerranéen.

PRODUCTION DE GAZ NATUREL

En hausse de 7 % en janvier 2026

La production algérienne de gaz naturel a enregistré une hausse notable de 7 % en janvier 2026, atteignant son niveau le plus élevé depuis près de trois ans. Avec un volume de 10,44 milliards de mètres cubes, contre 9,75 milliards de mètres cubes à la même période en 2025, l'Algérie confirme un regain de dynamisme dans son secteur gazier, après plusieurs années marquées par des fluctuations. Cette progression correspond à une augmentation de 688 millions de mètres cubes sur un an, selon des données récentes de l'Energy Research Unit «At-taqa». Il s'agit du niveau mensuel le plus élevé depuis mars 2023, où la production avait atteint un pic de 13,18 milliards de mètres cubes. Sur une base mensuelle, la production a également progressé de 10,7 % par rapport à décembre 2025, soit un gain d'environ 1 milliard de mètres cubes. Cette amélioration intervient après une baisse de 2,5 % enregistrée sur l'ensemble de l'année 2025, où la production s'était établie à 101,84 milliards de mètres cubes. Au cours des dernières années, l'évolution de la production a été marquée par une certaine volatilité, en passant de 102,8 milliards de m³ en 2021 à 96,7

milliards de m³ en 2022, puis à 104,9 milliards de m³ en 2023 et 104,5 milliards de m³ en 2024 et enfin à 101,8 milliards de m³ en 2025. Parallèlement, la consommation de gaz en Algérie continue de croître. Elle a atteint 6,62 milliards de mètres cubes en janvier 2026, contre 5,98 milliards un an auparavant. Une part importante de cette consommation est destinée à la production d'électricité et au chauffage, avec 1,661 milliard de mètres cubes utilisés en janvier 2026. Le recours au gaz reste dominant dans le mix énergétique national, représentant près de 99 % de la production électrique. Cette forte dépendance renforce la nécessité d'intensifier les efforts d'exploration et de production afin de répondre à la demande interne croissante tout en préservant les capacités d'exportation.

Exportations : légère hausse et reprise attendue

Dans ce contexte, les exportations algériennes de gaz ont légèrement progressé en janvier 2026, atteignant 3,612 milliards de mètres cubes, contre 3,580 milliards un an plus tôt. Les exportations par gazoducs ont

constitué l'essentiel des volumes, avec environ 3,06 milliards de mètres cubes. En revanche, les expéditions de gaz naturel liquéfié (GNL) ont reculé à 549 millions de mètres cubes, leur deuxième plus bas niveau historique. Toutefois, les indicateurs récents montrent un redressement. En février, les exportations de GNL ont atteint 673 000 tonnes, contre 440 000 tonnes en janvier. Les perspectives pour mars sont encore plus favorables, avec une hausse de plus de 74 % enregistrée au cours des deux premières semaines. Cette progression est notamment liée aux perturbations des approvisionnements en GNL en provenance du Golfe, dans un contexte marqué par les tensions géopolitiques liées à la guerre en Iran. Avec cette reprise de la production et des exportations, l'Algérie consolide sa position de fournisseur clé sur le marché énergétique, en particulier pour l'Europe. La poursuite des investissements dans l'exploration et le développement des capacités de production apparaît ainsi comme un levier essentiel pour répondre aux enjeux énergétiques nationaux et internationaux.

Synthèse Z R/Agence

D'UN MONTANT DE 5,4 MILLIARDS DE DOLLARS :

Le contrat Sonatrach-Midad Energy North Africa approuvé

Par Z R.

Le décret présidentiel n° 26-113 du 8 mars 2026, portant approbation du contrat d'hydrocarbures relatif au périmètre « Illizi Sud », a été publié dans le Journal officiel n°20, marquant une nouvelle étape dans le développement du secteur énergétique en Algérie. Cet accord avait été signé à Alger le 13 oct 2025 entre le groupe Sonatrach et la société saoudienne Midad Energy North Africa. Ce contrat, conclu le 13 octobre 2025 à Alger, lie la société nationale Sonatrach à la société étrangère Midad Energy North Africa B.V., en vue de l'exercice d'activités de recherche et d'exploitation d'hydrocarbures dans cette zone stratégique du sud du pays. Pris sur rapport du ministre d'État, ministre des Hydrocarbures et des Mines, ce décret s'inscrit dans le cadre de la loi n° 19-13 régissant les activités d'hydrocarbures, ainsi que des dispositions légales encadrant la gestion et la valorisation des ressources énergétiques nationales. L'attribution de ce périmètre a été accordée en octobre 2025 par l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (ALNAFT), à travers un acte officialisant le droit des deux partenaires à opérer conjointement dans la région d'Illizi Sud. Selon l'article 1er du décret, le contrat est approuvé et devra être exécuté conformément à la législation et à la réglementation en vigueur. Le texte prévoit également sa publication au Journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire. Sonatrach avait indiqué que les investissements prévus seront entièrement pris en charge par le partenaire étranger. «Ce contrat, signé sous l'égide de la loi n°19-13 sur les hydrocarbures, est d'une durée de 30 ans pouvant être prorogé de 10 ans supplémentaires et comprend une période de recherche de 07 ans », avait le groupe Sonatrach dans un communiqué. Et de préciser que «les investissements totaux prévus pour l'exploration et l'exploitation de ce périmètre seront financés à 100% par le partenaire Midad Energy North Africa pour un montant global de l'ordre de 5,4 milliards US\$, dont 288 millions US\$ destinés aux investissements de recherche». Cette décision traduit la volonté des autorités de renforcer les investissements dans le secteur des hydrocarbures, en favorisant les partenariats avec des opérateurs internationaux, tout en consolidant le rôle de Sonatrach dans la valorisation des ressources nationales.

AVEC LA PARTICIPATION DE 500 PRATICIENS
2^e journée de l’AMGO prévue les 30 avril et 1er mai prochains à Oran

Quelque 500 praticiens des différents établissements sanitaires du pays prendront part à la 2ème journée de l'Association des Médecins Généralistes/médecins de famille d'Oran (AMGO), qui se tiendra les 30 avril et 1er mai à Oran, a-t-on appris auprès de cette association. Cette initiative constitue une opportunité privilégiée pour partager les travaux, enrichir les échanges interdisciplinaires et contribuer à l'amélioration continue de cette pratique médicale, a-t-on indiqué de même source. Plusieurs thématiques majeures seront abordées lors de cette manifestation scientifique, à savoir "les pathologies courantes", "la gériatrie et soins palliatifs" et "la médecine esthétique et bien-être". L'Association des Médecins Généralistes Médecins de Famille d'Oran (AMGO) a pour objectifs de revaloriser la profession du médecin généraliste, le développement professionnel continu (DPC), la promotion et la coordination de toutes les actions avec les professionnels de santé, toutes spécialités confondues. Elle ambitionne également, l'organisation de conférences, de manifestations scientifiques et de formations, la recherche et la publication de tous travaux scientifiques, la collaboration avec les associations de médecine générale nationales et internationales, ainsi que l'action envers le grand public dans le cadre du dépistage et de la prévention des maladies transmissibles et chroniques.

R E.

CHANGES

Le marché préoccupé par les prix de l’énergie, le dollar repart en hausse

Le dollar reprend sa progression vendredi, compensant partiellement ses pertes de la veille, la devise américaine restant prisée par les investisseurs face aux remous du marché de l’énergie. "L'attention du marché semble s'être rapidement recentrée sur les enjeux géopolitiques, après deux jours de fluctuations brutales (...) provoquées par les interventions des banques centrales", soulignent les analystes de Scotiabank. "Huit des banques centrales du G10 ont tenu leurs réunions de politique monétaire ces derniers jours" et à l'exception de celle d'Australie, toutes ont laissé leurs taux directeurs inchangés, relève Volkmar Baur, de Commerzbank. En revanche, elles ont prévenu que l'embrasement des cours des hydrocarbures pourrait perturber leurs objectifs en matière d'inflation.

Jeudi, ces déclarations ont fait chuter le dollar de plus de 1% face aux autres grandes monnaies. Pour Monex USA, il s'agissait de "fluctuations inhabituelles pour le marché des changes". "Le marché semble avoir réagi de manière excessive aux réunions des banques centrales", abonde Marc Chandler, de Bannockburn Capital Markets. Vendredi, la devise américaine repartait donc à la hausse. Vers 18H50 GMT, le billet vert reprenait 0,28% à l'euro qui valait 1,1556 dollar. Il se rehaussait de 0,71% face à la livre britannique et de 0,99% face au yen japonais. Le dollar est notamment la monnaie d'échange sur le marché du pétrole, donc toute hausse des cours accroît mécaniquement sa demande.

APS

Par Z R.

Le ministère de l’Intérieur, des Collectivités locales et des Transports poursuit, à travers le port de Béjaïa et sous l’égide de la flotte nationale, sa dynamique de soutien aux exportations hors hydrocarbures, indique le ministère dans un communiqué. Dans le cadre de la mise en œuvre des orientations du ministre de l’Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, ainsi que des autorités publiques, visant à accompagner et promouvoir les exportations hors hydrocarbures, «le ministère des Transports

Plus de 150 exposants attendus au Salon international “Algeria Invest Expo”

Plus de 150 exposants nationaux et étrangers sont attendus à la 8e édition du Salon international de l'investissement dans les secteurs de l'industrie, du bâtiment, de l'énergie, de la logistique et de l'exportation "Algeria Invest Expo", qui se tiendra du 26 au 29 mars en cours au Centre des conventions Mohamed-Benahmed d'Oran, a indiqué le commissaire de l'événement, Ahmed Heniche. Le salon, organisé sous le patronage du ministre de l'Industrie, regroupera environ 130 entreprises nationales publiques et privées spécialisées dans l'industrie et l'exportation, ainsi que des entreprises étrangères et des représentants de filiales de sociétés étrangères opérant en Algérie, notamment de Chine, d'Italie, de Turquie, d'Inde et d'autres pays. M. Heniche a précisé, dans une déclaration à l'APS, que ce salon international, qui connaîtra une forte participation de groupes économiques publics activant dans les domaines de l'industrie électrique, l'énergie, l'électronique, la chimie, le bâtiment, le bois et ses dérivés, ainsi que les mines, vise à "créer une dynamique efficace entre les opérateurs, encourager la sous-traitance publique et les partenariats d'investissement, tout en offrant un espace d'échange entre professionnels et opérateurs économiques". Il a ajouté que cette manifestation s'inscrit "dans le cadre de la dynamique sans précédent du développement économique que connaît l'Algérie, parallèlement au lancement de grands projets

PORT DE BÉJAÏA

Exportation de 10 000 tonnes de ciment en sacs

continue, via le port de Béjaïa et sous la bannière de la flotte nationale, la dynamique soutenue enregistrée depuis le début de l'année 2026, notamment à travers le renforcement des opérations d'exportation de ciment». Dans cette optique, le navire CONSTANTINE est actuellement accosté au quai 11 pour le chargement de 10 000 tonnes de ciment en sacs de grande capacité (Big Bag). Cette opération illustre la contribution active de la flotte nationale au soutien de l'économie nationale et à la valorisation des produits algériens sur les marchés internationaux, ajoute la même source. Le port de Béjaïa confirme ainsi sa position

stratégique en tant que plate-forme logistique performante, mobilisée pour accompagner les opérateurs économiques et faciliter les flux d'exportation dans les meilleures conditions d'efficacité et de sécurité. Parallèlement, «une autre opération de chargement est en cours au quai 21, portant sur 46 200 tonnes de ciment en vrac, acheminées par des camions , ce qui reflète le dynamisme de l'activité et le renforcement des capacités opérationnelles du port». À travers ces opérations, le port de Béjaïa réaffirme son engagement à soutenir la dynamique nationale d'exportation et à contribuer activement au développement économique du pays.

ORAN

économiques stratégiques dans les industries lourdes et à la création d'une dynamique économique hors secteur des hydrocarbures". Afin d'encourager les jeunes, un espace d'exposition sera réservé à 30 startups issues de plusieurs universités et porteurs de projets innovants, leur permettant de se rapprocher des acteurs économiques et de rechercher des opportunités de concrétisation et de financement de leurs projets, a ajouté la même source. En marge du salon, organisé à l'initiative de l'agence "Sunflower Communication", des conférences et débats seront animés autour des thèmes : "énergies renouvelables", "développe-

ment du tissu industriel par la sous-traitance", la "logistique et l'exportation et l'accompagnement des exportateurs", le "développement industriel durable et la réduction des émissions de carbone", la "gestion intelligente de la demande énergétique", le "partenariat gagnant-gagnant" et la "promotion de l'investissement et des exportations", entre autres. Par ailleurs, un concours sera organisé pour récompenser les meilleurs projets participants ayant un impact positif dans les domaines de l'innovation, de l'environnement et du développement, a-t-on indiqué.

R E.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 19 مارس 2026 الموافق لـ 29 رمضان 1447
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 19 Mars 2026 (29 ramadan 1447)

Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ²			المنتجات
DA / Kg		معدل	أعلى	أدنى	
Produits		Moyenne	Maximum	Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	72	82	63	البطاطا
	Tomate	132	147	118	الطماطم
	Oignon sec	102	110	93	البصل الجاف
	Ail sec	975	1089	861	الثوم الجاف
	Carotte	115	129	101	الجزر
	Navet	134	149	119	اللفت
	Choux fleur	134	147	122	قرنبيط
	Choux	102	114	89	الكرنب
	Courgette	174	191	157	الكوسة
	Haricot vert	512	551	474	الفاصولياء الخضراء
Fruits frais	Laitue	188	208	167	الخس
	Orange	209	258	160	البرتقال
	Citron	183	205	160	الليمون
	Pomme locale	413	493	333	التفاح المحلي
	Datte	488	611	364	التمر
Produits d'origine animale	Banane	466	483	449	الموز
	Viande bovine locale	1965	2109	1821	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	431	446	416	الدجاج
	Œufs (Unité)	17	18	16	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	97	103	91	حليب البقر (لتر)

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	345,00	0,00	0,00	-14,02	6,09	10,14	1781	614 445,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 399,00	1399,00	0,00	-0,02	-0,77	9,00	5,56	28952	40 503 848,00
BIOPHARM	BIO	2 502,00	NC	0,00	0,01	1,61	6,65	6,39	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 235,00	2235,00	0,00	-0,33	-1,50	10,66	5,59	1002	2 239 470,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-6,34	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	420,00	NC	0,00	0,00	3,61	3,97	5,00	0	0,00

INVESTISSEMENT TOURISTIQUE

Les ports de plaisance, nouveaux pôles d’attractivité

Le littoral algérien connaît aujourd’hui une dynamique nouvelle, portée par un intérêt grandissant des opérateurs économiques pour les investissements dans les ports de plaisance. Longtemps perçus comme des infrastructures secondaires, ces espaces se transforment progressivement en véritables moteurs de développement touristique et économique, à la faveur de réformes engagées ces dernières années dans leur mode de gestion et leur modernisation.

Par Réda Hadi

Selon la Société de gestion des ports de pêche et de plaisance (SGPP), cette tendance s’affirme de manière notable, notamment dans les activités liées aux loisirs nautiques, à la restauration et aux services annexes. L’évolution du cadre organisationnel et réglementaire a permis d’améliorer l’attractivité de ces sites, attirant ainsi des investisseurs privés désireux de tirer profit du potentiel encore largement sous-exploité du littoral national. Dans ce contexte, le directeur général de la SGPP, Fethy Rebei, souligne que cette dynamique est le résultat direct des efforts consentis pour améliorer les conditions d’accueil et la qualité des prestations au sein des ports. La mise en place d’un environnement d’investissement plus favorable, fondé sur des règles claires et incitatives, a contribué à instaurer un climat de confiance auprès des opérateurs économiques, nationaux comme étrangers. Cette transformation ne se limite pas à l’accueil des navires de plaisance. Elle s’inscrit dans une vision plus large visant à faire des ports de véritables espaces de vie et d’animation touristique. Restaurants, cafés, services de location d’embarcations, activités sportives et culturelles viennent désormais enrichir l’offre, participant à la valorisation du littoral et à la diversification de l’économie locale. Créée en 2019 et filiale du Groupe des services portuaires (SERPORT), la SGPP supervise aujourd’hui la gestion de 46 ports répartis sur l’ensemble du territoire côtier. Ces infrastructures, de tailles et de vocations diverses, sont désormais considérées comme

des pôles économiques à part entière, combinant activités halieutiques et développement touristique. Au-delà de leur rôle dans l’essor du tourisme, les ports continuent de jouer une fonction essentielle dans le soutien à la filière de la pêche. Les efforts de modernisation engagés ont permis d’optimiser l’exploitation des infrastructures, notamment en facilitant les opérations de déchargement, de stockage et de commercialisation des produits de la mer. La professionnalisation de la gestion portuaire, appuyée par des outils de suivi et de maintenance, a contribué à améliorer la rentabilité et l’efficacité de l’ensemble de la chaîne. Par ailleurs, l’amélioration des conditions logistiques, notamment à travers l’approvisionnement en carburant et en glace industrielle, a eu un impact direct sur la qualité des produits halieutiques. Ces avancées renforcent la compétitivité du secteur et soutiennent les activités des pêcheurs dans les différentes wilayas côtières. Sur le plan des investissements, plusieurs projets structurants ont été réalisés récemment. Plus de neuf kilomètres de quais flottants ont été installés afin d’organiser l’amarrage des navires et de mieux séparer les activités de pêche de celles de plaisance. Cette initiative a permis d’augmenter significativement la capacité d’accueil des ports, tout en améliorant la sécurité et la fluidité des opérations. Dans le même esprit, sept grues de grande capacité ont été mises en service dans différents ports du pays pour assurer la maintenance des navires de pêche. Ces équipements modernes contribuent à réduire les délais d’in-

tervention et à prolonger la durée de vie des embarcations, un enjeu crucial pour les professionnels du secteur. La SGPP s’emploie également à la réhabilitation de plusieurs infrastructures existantes, avec une attention particulière portée à l’amélioration des services de base tels que l’eau, l’électricité, la sécurité et l’hygiène. L’objectif affiché pour l’année en cours est d’optimiser l’exploitation des installations déjà en place, afin de renforcer leur attractivité et d’en maximiser les retombées économiques. Dans la wilaya d’Alger, la société entend jouer un rôle clé dans la mise en œuvre du volet maritime du « Plan Bleu », une initiative visant à repenser l’aménagement du littoral dans une perspective durable. Des projets de développement de ports de plaisance et de marinas sont ainsi envisagés, notamment au niveau des Sablettes et de certains espaces du port d’Alger. Ces projets s’inscrivent dans une approche intégrée, prenant en compte les enjeux urbains, environnementaux et économiques. L’ambition est de créer des espaces harmonieux, ouverts au public et capables, de générer une véritable valeur ajoutée, tant en termes d’attractivité touristique que de création d’emplois. À moyen terme, la stratégie de la SGPP repose sur plusieurs axes majeurs, dont la poursuite de la modernisation des infrastructures, la numérisation progressive des systèmes de gestion portuaire et le renforcement des partenariats public-privé. Cette approche vise à mobiliser davantage de ressources et de compétences pour accélérer le développement du secteur.

D’UNE IDÉE NÉE À L’UNIVERSITÉ À L’INTRODUCTION EN BOURSE..

La success story de la start-up “Moustachir”

L’introduction sur le marché financier de la start-up "Moustachir", a constitué une étape importante dans le parcours de cette jeune entreprise, passée d’une idée portée par un étudiant à la première start-up à avoir accédé à la Bourse d’Alger et citée comme exemple de réussite par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. L’aventure de "Moustachir" débute sur les bancs de l’université en avril 2022. A cette époque, Kheireddine Boulefa, aujourd’hui président-directeur général de l’entreprise, préparait une thèse de doctorat en sciences de gestion consacrée aux "mécanismes d’amélioration de l’environnement de travail des start-up en Algérie". Ce travail, explique-t-il à l’APS, visait à comprendre les causes des échecs dans ce domaine. "J’ai décidé, à travers ma thèse, d’identifier un problème réel dans la société et d’essayer d’y apporter des solutions à travers une start-up qui traverse toutes les étapes dans l’environnement des affaires algérien", confie-t-il. Selon lui, la cause résidait dans la faiblesse de la culture du conseil dans la société. C’est ainsi qu’est née "Moustachir", une plateforme numérique destinée à mettre en relation citoyens et entreprises avec une élite d’experts et de chercheurs en quelques clics. L’entreprise voit officiellement le jour en juin 2022 avec un capital initial n’excédant

pas 100.000 dinars, après l’entrée de deux associés supplémentaires. L’équipe fondatrice se compose alors de trois piliers : Kheireddine Boulefa, doctorant et président du conseil d’administration, Hicham Houadji, jeune diplômé et directeur technique, Younes Bahnas, étudiant universitaire et directeur marketing. M. Boulefa raconte : "Nous ne disposions pas de moyens, mais nous avions de grandes perspectives. Nous rêvions que, dans dix ans, l’entreprise devienne la plus grande plateforme de conseil dans le monde arabe". Evoquant les "difficultés" rencontrées au début lors de la recherche de financements, le PDG de la start-up a souligné que face à cette situation, l’équipe s’est tournée vers une solution inattendue : la Bourse d’Alger. Un fois la décision d’introduire la start-up en Bourse entérinée, "le défi consistait à convaincre toutes les parties prenantes de la pertinence de l’opération : partenaires, actionnaires, Commission d’organisation et de surveillance des opérations de Bourse (CO-SOB) et banques. La pression était énorme, mais nous avons tenu bon et réussi grâce au soutien d’une banque qui a cru au projet", explique-t-il. Cette start-up a reçu les félicitations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui l’a citée à plusieurs reprises comme un modèle pour la jeunesse entre-

prenante algérienne. La jeune entreprise a dû également relever un défi humain et organisationnel: convaincre des experts et des consultants de rejoindre une plateforme naissante et d’y proposer leurs services. Grâce au réseau relationnel des fondateurs, une première promotion de 20 experts a finalement été intégrée. Aujourd’hui, la start-up récolte les fruits de cette persévérance et de l’évolution de l’écosystème entrepreneurial en Algérie. Son chiffre d’affaires est passé de 7,7 millions de dinars en 2023 à 120 millions de dinars en 2024, avant d’atteindre 150 millions de dinars en 2025. La plateforme ne se limite plus aujourd’hui à l’intermédiation en matière de conseil. Elle s’est diversifiée en lançant "Moustachir Académie", dédiée à la formation dans différentes spécialités, ainsi que le service "Idarati", qui accompagne les entrepreneurs dans la création de leurs entreprises et leur apporte un soutien administratif. L’entreprise a également lancé "Moustachir Com", spécialisée dans les logiciels et les applications. Détenant désormais des participations dans trois autres start-up, l’équipe tourne ses ambitions vers l’international. Selon M. Boulefa, la priorité consiste à pénétrer cinq marchés arabes à l’horizon 2027.

R E.

DISPOSITIF DE PERMANENCE DE L’AID EL-FITR Large adhésion des commerçants constatée

Par S. R.

Au fil des trois jours de l’Aid el-Fitr, le dispositif de permanence mis en place par les autorités a enregistré une adhésion massive des commerçants à travers le pays. Un constat salué par le Ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, qui y voit le signe d’une meilleure organisation du marché et d’une prise de conscience accrue des opérateurs économiques. Dès le premier jour de l’Aid, plus de 55 700 commerçants ont répondu à l’appel, assurant la continuité de l’approvisionnement en produits de base et en services essentiels. Sur les 55 743 opérateurs mobilisés, seuls cinq cas de non-respect ont été recensés, un chiffre jugé marginal au regard de l’ampleur du dispositif. Cette forte participation a permis d’éviter les pénuries souvent redoutées durant les périodes de fête, notamment pour des produits sensibles comme le pain, le lait ou les denrées alimentaires de première nécessité. La dynamique s’est confirmée lors du deuxième jour, avec 55 735 commerçants ayant respecté leur engagement. Le nombre de contrevenants, légèrement en hausse (huit cas), reste toutefois très limité. Les services de contrôle ont immédiatement engagé des procédures légales à leur encontre, conformément à la réglementation en vigueur. Parallèlement, les autorités ont enregistré quelques signalements via l’application numérique dédiée, donnant lieu à des vérifications sur le terrain. Cette réactivité a contribué à maintenir un niveau de service satisfaisant pour les citoyens. L’application « Morafik Com » s’est imposée comme un outil central durant cette période. En deux jours, plus de 60 000 recherches ont été effectuées pour localiser les commerces ouverts, confirmant son rôle de guide pratique pour les consommateurs. Cet outil a permis d’améliorer la transparence et de faciliter l’accès aux services, notamment dans les zones urbaines à forte densité. Le troisième et dernier jour de l’Aid a confirmé cette tendance positive. Selon l’association nationale des commerçants et artisans (ANCA), les commerçants et professionnels ont largement respecté leurs engagements, assurant la continuité des services dans plusieurs secteurs clés : boulangeries, fruits et légumes, alimentation générale, cafés et transport. Cette mobilisation intervient dans un contexte marqué par une forte demande avant l’Aid, notamment sur les produits alimentaires, les vêtements et les ingrédients de pâtisserie, ainsi qu’un afflux important dans les gares et stations de transport. Cette large adhésion traduit une évolution des pratiques commerciales en Algérie. Le respect du programme de permanence apparaît désormais comme une responsabilité partagée, essentielle au bon fonctionnement du marché durant les périodes sensibles. Les autorités comme les organisations professionnelles saluent ainsi un « indicateur positif » qui reflète une meilleure discipline du secteur et une volonté de répondre aux attentes des citoyens. Alors que l’activité reprend progressivement après les fêtes, les commerçants sont appelés à rouvrir leurs établissements dans les plus brefs délais, afin de garantir la continuité du service et de répondre aux besoins des consommateurs dans tout le pays.

NÂAMA
De nouvelles
structures
éducatives en
prévision de la
prochaine rentrée
scolaire

Le secteur de l'éducation dans la wilaya de Nâama sera renforcé par la réception de plusieurs infrastructures et établissements scolaires en prévision de la prochaine rentrée scolaire, à-on informé auprès de la direction des Equipements publics. Ces projets comprennent sept écoles primaires, quatre collèges (CEM) et quatre lycées, ainsi que 28 classes d'extension, a indiqué le directeur des Equipements publics de la wilaya, Mohamed Amine Trari. Il est également prévu de renforcer les services de restauration scolaire à travers la réalisation de six nouvelles cantines, en plus de la généralisation des terrains dédiés à la pratique de l'éducation physique dans les différents établissements scolaires, avec la réalisation de 13 terrains au niveau des collèges et de deux terrains dans le cycle primaire, selon le responsable. Par ailleurs, la wilaya a retenu d'un important programme portant sur les travaux d'aménagement et d'entretien des établissements scolaires, ainsi que leur équipement en divers moyens nécessaires, tels que le raccordement au réseau de fibre optique, leur dotation en tableaux électroniques, en systèmes de chauffage central et en climatiseurs, en plus du matériel sportif, selon les services de la wilaya. A noter que ces projets éducatifs programmés pour la prochaine rentrée scolaire font l'objet d'un suivi de terrain continu, en coordination avec les différents intervenants, afin d'accélérer le rythme de réalisation et de les mettre en service dans les délais impartis.

APS

ORAN

Mise en service de 50 nouveaux bus pour renforcer le transport public

Cinquante (50) nouveaux bus ont été mis en service, samedi, deuxième jour de l'Aïd El-Fitr, dans la wilaya d'Oran, dans le cadre de la mise en œuvre du programme du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, relatif au renouvellement du parc national de transport.

La cérémonie de mise en service de ce premier lot de bus a été organisée par l'entreprise de transport urbain et suburbain d'Oran, au niveau de son siège situé dans la zone industrielle de la commune d'Es-Senia, en présence du wali d'Oran, Brahim Ouchène, du directeur des Transports de wilaya, Boumediene Riyad, ainsi que du directeur de l'Entreprise publique de transport urbain et suburbain d'Oran. A cette occasion, le wali a souligné l'importance de cette opération pour le renforcement du parc de transport urbain, notamment au profit de l'entreprise publique de transport urbain et suburbain d'Oran, qui ne disposait avant que de 40 bus, ce qui lui permettra désormais d'assurer une couverture plus large des différentes lignes.

Il a ajouté que ce premier lot, composé de 25 minibus et de 25 bus de grande capacité, permettra d'améliorer la couverture du transport, en particulier dans les grands pôles urbains, tels que le nouveau pôle urbain « Chahid Ahmed Zabana » à Misserghine, le pôle urbain de Oued Tlalat, ainsi que le pôle urbain de Belgaïd à Bir El Djir, entre autres. Le même responsable a également indiqué que la wilaya d'Oran sera renforcée, dans les prochains jours, par 150 bus supplémentaires similaires, qui seront reçus progressivement, afin de couvrir l'ensemble des lignes urbaines et suburbaines, contribuant ainsi à améliorer les conditions de déplacement des citoyens et à assurer leur confort. De son côté, le directeur des Transports de

wilaya a affirmé que ce premier lot de nouveaux bus vise à renforcer et renouveler le parc de l'entreprise, ajoutant que celle-ci a également procédé à la réparation des bus en panne, qui sont désormais tous en service. Il a précisé que ces bus contribueront significativement à l'amélioration de la qualité du service et à l'ouverture de nouvelles lignes, notamment dans les zones à forte densité de population, ainsi que dans d'autres localités telles qu'Arzew, Aïn El-Turck et Boutlelis. Ces bus modernes, équipés de caméras de surveillance et de sièges réservés aux personnes aux besoins spécifiques, peuvent accueillir entre 70 et 100 passagers chacun.

APS

MASCARA

Plus de 1.000 exploitations agricoles raccordées à l'électricité

Un total de 1.085 exploitations agricoles ont été raccordées au réseau électrique dans la wilaya de Mascara, at-on avisé auprès de la Direction de la société de distribution de l'électricité et du gaz de l'Ouest. La même source a indiqué, à l'APS, que l'ensemble des exploitations agricoles concernées par le programme national d'électrification, estimées à 1.085 unités dans la wilaya, ont été raccordées à 100 %, et exploitent actuelle-

ment cette énergie essentielle dans leurs activités agricoles. Elle a ajouté que cette opération, réalisation entre le début de l'année dernière et le début du mois de mars en cours, a nécessité la réalisation de plus de 470 km de réseau électrique. Cette initiative vise à alléger les charges des agriculteurs, notamment en leur permettant de se passer des groupes électrogènes fonctionnant au gasoil, ainsi que des difficultés liées à leur transport

vers les exploitations éloignées, tout en favorisant le développement des investissements privés dans le secteur agricole, at-on expliqué. Les projets de raccordement des exploitations agricoles à l'électricité ont également bénéficié de l'accompagnement des autorités de wilaya, qui ont accordé plusieurs facilités à la direction de la société Sonelgaz pour leur concrétisation. Dans le même contexte, la direction a révélé le lancement récent

de sorties de terrain, en coordination avec la direction des Services agricoles et la Chambre d'agriculture de la wilaya, afin de recenser les exploitations agricoles qui ont nécessité encore un raccordement à l'électricité. La même source a ajouté que ces opérations souhaitent également élaborer un programme complémentaire pour raccorder d'autres exploitations agricoles au réseau électrique.

R.R.

AÏN TÉMOUCHENT

Plusieurs projets pour renforcer les capacités de stockage de l'eau potable

Le secteur de l'hydraulique à Aïn Temouchent travaille à la concrétisation de plusieurs projets visant à renforcer les capacités de mobilisation et de stockage de l'eau potable, à-on informé auprès de la direction de wilaya du secteur. Dans ce cadre de réalisation, des

projets sont en cours de cours pour la construction de quatre réservoirs d'eau dans les communes d'El Amria, El M'saïd, Hassi El Ghella et Emir Abdelkader, ce qui permettra d'augmenter les capacités de stockage de la wilaya de 3.500 mètres cubes supplémentaires, a indiqué le directeur de

l'hydraulique, Miloud Kerzazi. Le secteur accorde une importance particulière au renforcement des capacités de la wilaya en matière d'infrastructures de stockage de l'eau potable, dans une optique permettant de mieux réguler l'approvisionnement en eau de manière régulière, a ajouté le respon-

sable. Actuellement, le secteur des ressources en eau à Aïn Temouchent dispose de 269 réservoirs répartis à travers les différentes communes, avec une capacité totale de stockage estimée à 179,095 mètres cubes, selon la même source. Cette capacité devrait augmenter

avec la réception des infrastructures en cours de réalisation sur le terrain, en plus de l'inscription future de projets similaires dans plusieurs communes dans le cadre du programme sectoriel, a-t-on souligné.

Agence

MOSTAGANEM

Environ 30 projets de développement au profit des communes de la daïra d'Aïn Tedeles

Les quatre communes de la daïra d'Aïn Tedeles, dans la wilaya de Mostaganem - Aïn Tedeles, El Sour, Sidi Belattar et Oued El Kheir ont une trentaine de nouvelles opérations de développement touchant plusieurs secteurs, selon les services de la wilaya. Ces projets visent à améliorer le cadre de vie des habitants et notamment à renforcer les infrastructures de base, dans les domaines des travaux publics, de l'eau potable, de l'assainissement, de l'éclairage public, de l'aménagement urbain, ainsi que la réalisation de terrains de sport de proximité. A Oued El Kheir, les travaux d'aména-

gement de chemins ont récemment démarré dans plusieurs villages, parallèlement à des projets de voirie dans les villages d'El Qalaïlia, Ouled Adda, Ouled El Adjal, Selamnia, Ouled Saâd et Zaouia Cheikh Belahouel, sur une distance totale de 4,7 km. La commune bénéficie également de la rénovation de son réseau d'assainissement, de la mise en place d'un réseau d'éclairage public et de l'extension de son siège administratif. Dans la commune d'Aïn Tedeles, sept projets de développement sont en cours, incluant l'aménagement des cours de récréation de quatre écoles primaires, l'aménagement du quartier

Emir Abdelkader, le renforcement de l'éclairage public, ainsi que l'extension du réseau d'assainissement dans le village de Chelailia. Le programme comprend également la rénovation du poste final d'assainissement, l'aménagement urbain du village de Belhadri et l'entretien de la route communale dépendant de la route nationale RN 90 au chemin de wilaya CW 5. Dans le secteur de l'eau, un réseau d'eau potable sera réalisé dans le village de Kdadra, le réseau d'assainissement du centre communal sera rénové, et un nouveau réseau sera créé dans le village de Amarna, commune de Sidi Belattar. Cette commune bénéficie égale-

ment de l'aménagement de trois cours de récréation dans les écoles primaires, de l'aménagement du village du "chahid Bengasmia El Adjal" et de travaux sur une portion du chemin communal 1. La commune d'El Sour, quant à elle, bénéficiera de neuf projets de développement, incluant la création de réseaux d'eau potable dans les villages de M'nanda et Kessasra, des réseaux d'assainissement dans la ferme Si Abdelhafid et le village de Dergham, ainsi que la construction de quatre nouvelles routes totalisant 4,7 km.

R E/agence

Le «coup d'État de Kennedy» a marqué le début d'un cercle vicieux d'ingérences américaines

Retour sur l'assassinat de Diem, qui a déclenché la guerre du Vietnam : Qui peut affirmer que Washington n'est pas dirigé par les mêmes personnages autodestructeurs à travers le temps ?

Par Kelley Beaucar Vlahos(*)

En lisant un livre dans lequel on suit essentiellement des indices menant à un événement historique majeur, il est facile de repérer les signes avant-coureurs d'un destin funeste. Il y a beaucoup de moments où l'on se dit : « On aurait dû le voir venir ! » ou : « Mais à quoi pensaient-ils ? » en parcourant les mois et les années à distance respectable. Ce recul est d'une certaine manière absurdement réconfortant, car il nous montre qu'il y a un ordre dans les choses, même dans les échecs. Mais lire le tout nouveau livre de Jack Cheevers, « Kennedy's Coup: A White House Plot, a Saigon Murder, and America's Descent into Vietnam » (Le coup d'État de Kennedy : un complot à la Maison Blanche, un meurtre à Saigon et l'engrenage de l'Amérique au Vietnam), alors que l'administration Trump renverse le président Nicolas Maduro au Venezuela, n'est guère réconfortant. Le recul est une bonne chose s'il est utilisé à bon escient. Mais la volonté de changer les régimes pour servir les intérêts américains est un petit ver tenace qui ronge la politique étrangère américaine, et aucune conséquence – certainement pas la guerre du Vietnam, qui a coûté la vie à plus de 58 000 militaires américains et à des millions de civils vietnamiens avant de se solder par un échec pour notre camp – n'empêchera Washington de réessayer, encore et encore.

Compilé avec assiduité à partir de nouveaux documents obtenus grâce à des demandes en vertu de la loi sur la liberté d'information (FOIA) et de documents récemment déclassifiés, ainsi que d'années de recherche et d'entretiens, le livre de Cheevers est une histoire exhaustive de la période qui a précédé l'entrée officielle des États-Unis en guerre au Vietnam en 1965. Au cours de cette période, qui a débuté au milieu des années 1950 (après l'indépendance du Vietnam vis-à-vis de la France), Washington a déployé des conseillers militaires (et beaucoup de matériel) via le Commandement d'assistance militaire au Vietnam (MACV) pour travailler avec l'armée de la République du Vietnam (ARVN) contre les Viet Cong, soutenus par le Nord-Vietnam communiste, au Sud-Vietnam.

Au cœur de cette histoire se trouve Ngô Đình Diệm, leader indépendantiste devenu chef de la nouvelle république sud-vietnamienne. Issu d'une vieille et noble famille catholique soumise à la domination française, il est toutefois suffisamment puissant et riche pour mener une rébellion nationaliste, d'abord contre les Français, puis contre la mafia vietnamienne qui dirige Saigon. C'est un personnage complexe, énigmatique, parfois sympathique, parfois frustrant, ennuyeux et inconscient. Ses relations avec les

bouddhistes, dont le pouvoir ne cesse de croître, sont tendues et deviennent un facteur aggravant majeur dans sa chute. Nous sommes transportés dans le « présent » en 1960. Alors que Diem, accompagné de son bras droit, conseiller politique et frère Nhu, et de la femme de ce dernier, Madame « dragon lady », deviennent de plus en plus isolés et despotiques, nous faisons la connaissance d'un groupe de personnages américains qui joueront un rôle dans le coup d'État du 2 novembre 1963 et l'assassinat de Diem et Nhu, soit en tant que participants actifs à la conspiration, soit en tant que sceptiques, plus compréhensifs à l'égard de la position de Diem et préoccupés par le fait qu'il était le seul à maintenir l'unité des factions politiques agitées au Vietnam. Parmi ces derniers figuraient l'ambassadeur américain « Fritz » Nolting, le président des chefs d'état-major Maxwell Taylor et le général Paul D. Harkins, qui commandait alors le MACV.

Les participants actifs comprenaient, entre autres, l'ambassadeur américain Henry Cabot Lodge Jr., qui a remplacé Nolting en 1963, l'agent de la CIA Lucien Conein, le conseiller à la sécurité nationale McGeorge Bundy et Roger Hillsman, conseiller en politique étrangère du président Kennedy et rédacteur du désormais tristement célèbre « Green Light Memo » (Mémo Feu vert), daté du 24 août 1963. Ce mémo officialisait la volonté des États-Unis de soutenir les généraux de Diem dans un coup d'État si Diem ne se pliait pas aux exigences de Washington, principalement celle de se débarrasser de son frère Nhu.

Cheevers retrace également les contributions de la presse américaine à Saigon, un cercle fascinant de personnalités hors du commun telles que David Halberstam, Peter Arnett et Neil Sheehan, qui étaient ambitieux et infatigables, voire parfois arrogants et rigides dans leur engagement à rendre compte des opérations désastreuses de l'ARVN contre les Viet Cong (et à l'idée que l'équipe de Kennedy et les hauts gradés de l'armée américaine en embellissaient le tableau). Contrairement à aujourd'hui, ces reporters pouvaient se faire transporter par des officiers militaires de rang inférieur dans des hélicoptères et passer du temps avec les unités et les soldats américains qui s'exprimaient librement depuis le champ de bataille. Ils se sont également opposés aux partisans de Diem au sein du corps diplomatique américain, qui estimaient que ces hommes dramatisaient les protestations des moines bouddhistes (beaucoup s'immolaient par le feu dans les rues à cette époque) et exagéraient la répression de Diem et l'affaiblissement de son pouvoir afin de vendre des journaux. Ironiquement, leurs rapports ont aidé Lodge, Hilsman & Co. à monter un dossier politique en faveur d'un coup d'État et ont conduit à un désenchantement vis-

à-vis de Diem dans leur pays, mais n'ont finalement pas empêché l'expansion de la guerre.

Il y a ensuite Jack Kennedy, qui semble réfléchi mais trop indécis, qui mène les réunions sur la sécurité nationale comme des séminaires socratiques, laissant la plupart des participants soit sans voix, intimidés par les personnalités plus imposantes dans la salle, soit dans l'incertitude quant à la position réelle du président. Kennedy est ici le personnage tragique américain. De l'avis général, il a été profondément bouleversé par l'assassinat de Diem – on lui avait en quelque sorte assuré que cela n'arriverait pas – et fait ensuite certaines des déclarations les plus effrayantes du livre, disant au conseiller pro-coup d'État Michael Forrestal qu'il voulait un « examen approfondi » de la présence américaine au Vietnam et « de la question de savoir si nous devrions être là ou non. » Il aurait également déclaré à son proche confident et secrétaire aux nominations de la Maison Blanche, Kenneth O'Donnell, qu'il souhaitait remporter une victoire écrasante en 1964, ce qui lui donnerait le capital politique nécessaire pour retirer les troupes américaines de la guerre. Quelques jours plus tard, le 22 novembre 1963, il était assassiné à Dallas.

Comme le souligne Cheevers, journaliste de carrière qui a travaillé pendant des années pour le Los Angeles Times avant de prendre sa retraite pour devenir écrivain historique, le coup d'État a été le catalyseur de ce que nous appelons aujourd'hui la guerre du Vietnam. Personne ne savait vraiment comment remplacer Diem – aussi dysfonctionnel, corrompu et despotique qu'il fut – afin de reconstruire un système meilleur et plus démocratique. Les promoteurs du coup d'État, comme Lodge, ont fui comme des rats quittant un navire en perdition, sinon physiquement, du moins mentalement. Lodge, qui a continué à travailler pour l'administration Johnson qui a succédé à celle de Diem, semblait « perplexe » et « distant » lorsque la junte a demandé l'aide des Américains. En fait, comme le souligne Cheevers, il était plus intéressé par sa propre candidature à la présidence en 1964. Il y a eu deux autres coups d'État militaires après 1963. La situation sur le champ de bataille s'est gravement détériorée. Les Viet Cong « prenaient l'initiative » dans les provinces clés et leurs attaques devenaient plus audacieuses. Le président Lyndon Johnson semblait avoir la même aversion pour le borborygme que son prédécesseur, mais il se retrouva bientôt dans la même position que Kennedy lorsque les Viet Cong commencèrent à prendre pour cible les militaires américains dans la région en 1964 et que la pression s'intensifia pour attaquer le Nord-Vietnam dans le cadre d'une grande campagne de bombardements stratégiques. L'opération Rolling Thunder fut lancée en mars 1965 et des dizaines de milliers de jeunes Américains

furent appelés à être déployés au Vietnam, scellant ainsi le destin politique de Johnson. Le reste appartient à l'histoire. La leçon évidente – « Faites attention à ce que vous souhaitez » – est un argument souvent utilisé aujourd'hui contre les fantasmes américains de changement de régime. Elle est rarement prise en compte. Mais ce que Cheevers présente ici est beaucoup plus nuancé et essentiel à notre compréhension de ce qui s'est passé. Les partisans de Diem à Saigon, comme Nolting, Taylor et Harkins, étaient prêts à ignorer ou à minimiser la supériorité croissante des Viet Cong sur le champ de bataille et l'affaiblissement de la position de Diem, car ils voulaient que les États-Unis restent, ils croyaient à la théorie des dominos et pensaient que l'Amérique était là pour faire le bien. Ceux qui poussaient au putsch étaient également des anticommunistes myopes, ils pensaient que remplacer Diem aiderait à gagner la guerre contre le Nord et empêcherait une vague communiste dans la région. Beaucoup de ces personnes, des deux camps, ont ensuite convaincu Johnson – Robert McNamara, Maxwell Taylor, William Bundy, etc. – que la guerre devait être étendue. Personne n'envisageait le retrait. La « neutralisation » – une idée défendue pendant des années par le Français Charles de Gaulle, qui consistait à conclure, après d'intenses négociations, un accord dans lequel le Nord et le Sud s'engageraient à ne conclure aucune alliance militaire extérieure au service d'une future réunification – a été catégoriquement rejetée par les administrations Kennedy et Johnson. Trente ans plus tard, McNamara a admis « avoir commis une grave erreur en n'explorant même pas l'option de la neutralisation. »

Vingt ans après l'Irak, les responsables politiques de Washington proposent également de telles réflexions sur cette guerre. L'immense contribution de Cheevers ici est de montrer comment fonctionnent les dynamiques de pouvoir dans la guerre, comment la mentalité de la Guerre froide a rongé les cerveaux de nos meilleurs et plus brillants éléments, puis a également rongé nos souvenirs, alors que nous nous sommes lancés comme des écoliers enthousiastes dans une autre guerre de changement de régime en 2003. Qui sont les McNamara, Hilsman, Taylor, Lodge et Bundy d'aujourd'hui ? Quelle nouvelle catastrophe vont-ils nous infliger ensuite ? Nous ne pouvons que regarder la dynamique du pouvoir actuelle et espérer que quelqu'un prête attention aux signaux d'alarme qui clignotent à l'intérieur.

(*) Rédactrice en chef de Responsible Statecraft.

Source : Responsible Statecraft, publié le 16-02-2026

Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

LIBAN

La crise financière s'aggrave, les banques entament une grève

Les banques libanaises ont déclaré lundi une grève de deux jours pour protester contre les décisions judiciaires prises à l'encontre de Fransa-bank, Credit Bank, Banque du Liban et d'Outre-Mer, Bank of Beirut, Société générale, Bankmed et Bank Audi. Les établissements financiers ont qualifié ces décisions d'arbitraires, notant que certaines actions en justice intentées par les déposants sont liées à leurs demandes de récupération des fonds en dollars américains retenus par les banques depuis plus de deux ans. Cette grève place les banques sur une trajectoire de collision avec le pouvoir judiciaire. Les banques et l'élite politique attendent maintenant les résultats des réunions entre le ministre de la Justice, Henry Khoury, et les chefs du pouvoir judiciaire, comme l'a ordonné le Premier ministre Najib Mikati sur la base du principe de séparation des pouvoirs. La situation s'est aggravée lundi après que la juge Ghada Aoun, procureure générale près la cour d'appel du Mont-Liban, a ordonné la saisie temporaire de biens immobiliers appartenant à Raja Salamé — le frère de Riad Salamé, gouverneur de la Banque centrale du Liban (BDL) — qui a été arrêté vendredi dans le cadre d'activités impliquant le trésor public «dont le gaspillage a été prouvé selon les enquêtes préliminaires». La juge Aoun a indiqué qu'elle avait maintenant déféré Raja Salamé aux procureurs après l'avoir précédemment renvoyé devant le premier juge d'instruction du Mont Liban, Nicolas Mansour.

R. I.

APRÈS TROIS JOURS D'INTERRUPTION DUE À DES FRAPPES ISRAËLIENNES**L'Irak reprend ses importations de gaz iranien**

« Après la reprise des flux de gaz iranien, le réseau national a enregistré une stabilité de la production à 14 000 mégawatts », indique le porte-parole du ministère irakien de l'Électricité.

R I/Agence

L'Irak reprend ses importations de gaz iranien après trois jours d'interruption due à des frappes israéliennes

Le ministère irakien de l'Électricité a annoncé, samedi, la reprise des approvisionnements en gaz iranien après une interruption de trois jours provoquée par des frappes israéliennes visant les installations de South Pars, en Iran.

S'exprimant auprès de l'Agence de presse irakienne (INA), le porte-parole du ministère, Ahmed Moussa, a déclaré que « ce samedi, l'acheminement du gaz iranien vers l'Irak a repris à un rythme de 5 millions de mètres cubes ».

Il a précisé que les quantités sont rétablies progressivement afin de soutenir le système électrique national et d'améliorer les performances des centrales de production.

Par ailleurs, Moussa a expliqué que les centrales électriques avaient été affectées par la suspension temporaire des flux de gaz iranien, consécutive aux frappes israéliennes menées mercredi contre le champ gazier de South Pars en Iran.



Il a ajouté que le ministère avait eu recours à des solutions alternatives durant cette interruption, notamment en réaffectant les ressources nationales en gaz à cer-

taines centrales et en coordonnant avec le ministère du Pétrole pour fournir gaz et pétrole, tandis que les stations de transmission assuraient le maintien de l'approvisionnement en électricité.

« Après la reprise des flux de gaz iranien, le réseau national a enregistré une stabilité de la production à 14 000 mégawatts », a-t-il affirmé.

Mercredi, le ministère avait annoncé l'arrêt des livraisons de gaz iranien, entraînant une baisse significative de la production électrique, avec environ 3 100 mégawatts mis hors service.

L'Iran dispose de 43 champs gaziers, dont South Pars, le plus grand champ de gaz naturel au monde. Celui-ci est partagé avec le Qatar, où il est connu sous le nom de North Field.

L'Irak dépend fortement du gaz iranien pour faire fonctionner ses centrales électriques, notamment dans le sud du pays, ce qui le rend vulnérable aux fluctuations d'approvisionnement. L'Iran fournit environ 50 millions de mètres cubes de gaz par jour, couvrant près d'un tiers des besoins de l'Irak et permettant la production d'environ 6 000 mégawatts d'électricité.

APRÈS UN INCENDIE SUR UN OLÉODUC**La Libye enquête sur l'origine d'une fuite**

Depuis une interruption de plus de deux semaines en janvier 2024, provoquée par des manifestations contre la pénurie de carburant, le champ pétrolier d'Al-Sharara n'avait plus connu d'incident majeur. En Libye, les autorités ont ouvert des investigations pour déterminer l'origine d'une fuite sur un oléoduc relié au champ d'Al-Sharara. L'information a été rapportée mercredi 18 mars par des médias locaux, après qu'un incendie s'est déclaré au niveau d'une vanne située dans

la région d'Al-Hamada, au kilomètre 538 du tracé de la conduite. L'incendie a été maîtrisé par les équipes techniques dépêchées sur place par la National Oil Corporation (NOC). L'entreprise publique précise qu'aucune perte humaine n'a été enregistrée. Des équipes de sécurité et de maintenance ont été mobilisées pour sécuriser la zone. Malgré cet événement, la production du champ d'Al-Sharara a été maintenue à un niveau stable. La

NOC indique avoir redirigé les flux de brut vers d'autres infrastructures, notamment via les pipelines reliant le champ pétrolier Al-Feel au terminal de Mellitah et vers les installations de stockage de Zawiya, situées sur la côte libyenne, en Méditerranée. Selon les autorités, l'enquête doit établir si l'incendie a été provoqué par une défaillance technique, notamment liée à l'état des infrastructures, une négligence ou un acte de sabotage. Sharara, un élément clé du plan

d'augmentation de la production Avec une capacité d'environ 300 000 barils par jour, le champ pétrolier d'Al-Sharara constitue le principal site de production du pays, selon des données sectorielles concordantes. Les autorités misent sur ce gisement pour soutenir un objectif de production porté à 2 millions de barils par jour à moyen terme, d'après plusieurs déclarations officielles relayées par la presse. La production libyenne a oscillé entre 1,3 et 1,4 million de barils

par jour en 2025, sur la base d'estimations officielles grâce à la remise en service de champs majeurs et des initiatives visant à optimiser les capacités existantes. Dans ce cadre, Al-Sharara occupe une place importante dans les plans de production. Les autorités et leurs partenaires internationaux ont identifié ce champ comme prioritaire dans les efforts d'augmentation de la production, aux côtés d'autres gisements clés.

Agence

L'ÉCONOMIE DU BIEN-ÊTRE**Vers un nouveau modèle tunisien**

Pendant des décennies, la performance économique a été résumée à une équation simple : plus de croissance équivaut à plus de bien-être. Pourtant, cette lecture est aujourd'hui remise en cause par une abondante littérature économique et empirique. À l'échelle mondiale, plus de 17 600 études recensées par la World Database of Happiness ont exploré les notions de satisfaction de vie, de bien-être subjectif et de bonheur, donnant naissance à un champ désormais structuré : l'économie du bonheur. En Tunisie, cette problématique reste encore marginale dans le débat public, largement dominé par les enjeux de croissance, d'inflation et de finances publiques. Or, les transformations éco-

nomiques et sociales de la dernière décennie invitent à reconsidérer les fondements mêmes des politiques publiques. La question centrale n'est plus seulement de produire davantage, mais de savoir si cette production améliore réellement la qualité de vie des citoyens. Ce questionnement s'inscrit dans la lignée du paradoxe formulé en 1974 par Richard Easterlin, selon lequel l'augmentation du revenu ne garantit pas une hausse du bonheur à long terme. Une réalité qui semble trouver une résonance particulière dans le cas tunisien, comme le souligne la note « Beyond GDP : A New Era for Tunisian Well-being », récemment publiée par l'Association des Economistes Tunisiens (ASETU).

La Tunisie dans les classements internationaux

Les indicateurs internationaux confirment un certain malaise profond. Selon le World Happiness Report 2024, la Tunisie occupe la 113e place sur 147 pays, avec un score de 4,552 sur 10. Une dégradation marquée est observée depuis 2012, année où le pays a chuté à la 128e position. L'analyse des déterminants de ce score révèle une structure particulière. Le PIB par habitant contribue à hauteur de 27,6%, suivi de près par le soutien social à 26,9%. Les autres facteurs apparaissent nettement moins influents : l'espérance de vie en bonne santé (10,1%), la liberté de choix (8,4%), la perception de la corruption (1,1%) et

la générosité (0,7%). Ces données suggèrent que, bien que la richesse économique demeure importante, elle ne constitue qu'un levier partiel du bien-être. D'autres dimensions, notamment sociales et institutionnelles, jouent un rôle déterminant. Au-delà du PIB : une lecture du bien-être À un niveau plus microéconomique, les données issues de l'enquête World Values Survey menée en 2019 auprès de 1 208 Tunisiens apportent un éclairage complémentaire. Sur une échelle de satisfaction allant de 1 à 10, 46% des individus se déclarent modérément satisfaits, tandis que 20,7% se disent insatisfaits ou totalement insatisfaits.

Agence

TOGO

Le coût des produits alimentaires varie fortement selon les zones

Au Togo, les marchés alimentaires restent fragmentés, avec des circuits d’approvisionnement inégaux et des coûts logistiques variables, entraînant des différences sensibles de prix entre zones urbaines et rurales.

R I/agence

Un kilo de tomates à Lomé coûte 992 francs CFA en février 2026. À Kara, il s'achète à 529 francs. Dans les Savanes, à 471 francs. Soit plus du double entre la capitale et le nord du pays. Ce seul chiffre résume une réalité que les ménages togolais vivent au quotidien : le coût de l'alimentation varie considérablement d'une région à l'autre. Les données publiées par l'Institut National de la Statistique et des Études Économiques et Démographiques (INSEED) pour le mois de février 2026 permettent de le mesurer précisément, produit par produit.

Les céréales : moins chères, loin de Lomé

Pour les produits de base comme le riz et le maïs, la tendance ne laisse de place à aucune ambiguïté : plus on s'éloigne de Lomé, moins on paye. Le riz importé long grain s'affiche à 636 FCFA/kg dans le Grand Lomé, contre 415 FCFA dans les Plateaux-Est, soit une différence de plus de 50%. Le

maïs blanc suit la même logique : 231 FCFA/kg à Lomé, contre 143 FCFA à Kara et 147 FCFA dans les Savanes. Pour une famille qui consomme plusieurs kilogrammes de céréales par semaine, l'écart devient vite significatif sur le budget mensuel. Cette différence s'explique en grande partie par la proximité des zones de production. Le nord du Togo est une région agricole, et les céréales y transitent directement des champs vers les marchés locaux, sans les coûts de transport et d'intermédiaires que supporte la capitale.

Les légumes frais : une logique inverse

Pour certains légumes, la situation s'inverse. Le piment vert est bien plus cher dans les Plateaux-Est (1 356 FCFA/kg) qu'à Lomé (919 FCFA) ou dans les Savanes (624 FCFA). L'igname coûte 451 FCFA/kg à Lomé mais seulement 338 FCFA dans la Centrale. Ces écarts reflètent les circuits d'approvisionnement locaux et les périodes de récolte propres à chaque zone.

L'huile de palme : plus chère dans le nord

L'huile de palme traditionnelle, appelée zomi, illustre bien les déséquilibres géographiques. Elle se vend à 1621 FCFA le litre à Lomé, mais atteint 2382 FCFA dans les Savanes et 2364 FCFA à Kara. La raison est simple : cette huile est produite dans le sud du pays. Plus on s'en éloigne, plus les coûts de transport alourdissent son prix final.

La viande et le poisson : Lomé reste la plus chère

Pour la viande de bœuf, Lomé affiche le prix le plus élevé : 3003 FCFA/kg, contre 2154 FCFA dans les Savanes. Pour le poisson fumé, en revanche, la situation est plus contrastée. Le chinchard fumé (akpala) coûte 3596 FCFA/kg à Lomé, mais 4269 FCFA dans la Maritime et 3924 FCFA dans les Savanes, des régions où ce produit, pourtant issu de la mer, arrive après un long circuit de distribution.

MOZAMBIQUE LNG

Le projet veut attirer les entreprises locales

Après plusieurs années de suspension, la relance du projet Mozambique LNG progresse. Les promoteurs ont notamment sollicité des services portuaires et aériens pour soutenir sa mise en œuvre. Le projet Mozambique LNG veut attirer les entreprises locales. Des opportunités d'affaires liées à ce mégaprojet gazier ont été présentées lors d'une rencontre organisée dans

la capitale Maputo, selon des informations rapportées mardi 17 mars par Club of Mozambique. Les organisateurs ont indiqué que des marchés sont ouverts dans plusieurs segments, notamment la construction, la logistique, la maintenance et les services. Les entreprises locales sont invitées à se positionner sur ces opportunités, rapporte la même source.

L'initiative s'inscrit dans la politique de contenu local menée par les autorités mozambicaines, visant à accroître la participation des entreprises nationales dans les projets extractifs, notamment ceux associés aux hydrocarbures. Un document de la Banque mondiale publié en 2023 souligne que ces politiques visent à maximiser les retombées économiques domestiques.

Porté par un consortium dirigé par la multinationale française TotalEnergies, Mozambique LNG vise l'exploitation des champs gaziers Golfinho et Atum, identifiés dans le bassin offshore de Rovuma. Il prévoit une capacité de production d'environ 13,1 millions de tonnes de gaz naturel liquéfié (GNL) par an, selon les données officielles.

R I.

POUR SES EXPORTATIONS HORTICOLES

Le Rwanda cherche de nouveaux débouchés

Au Rwanda, l'horticulture est l'une des principales sources de recettes d'exportations agricoles avec le café et le thé. Dans le pays, les autorités s'inquiètent des répercussions du conflit au Moyen-Orient sur les performances de la filière à l'exportation cette année. Le Rwanda explore des alternatives pour diversifier ses débouchés d'exportations de produits horticoles. C'est ce que rapporte le média local The New Times le mercredi 18 mars, citant Prudence Sebahizi, ministre du Commerce et de l'Industrie. « Nous envisageons des marchés comme la Chine et l'Inde. Nous soutiendrons les exportateurs pour pénétrer ces marchés », précise le responsable. Cette orientation intervient dans un contexte de perturbations des liaisons aériennes vers le Moyen-Orient, une destination privilégiée par les exportateurs rwandais, sur fond de conflit lié à l'escalade militaire entre les USA, Israël

et l'Iran depuis fin février 2026 qui a amené plusieurs pays de la région à fermer ou restreindre l'accès à leurs espaces aériens. L'Association des exportateurs horticoles du Rwanda (HEAR) estime par exemple que plus de 90 % des avocats du pays sont expédiés à Dubaï aux Émirats arabes unis. « La suspension brutale des vols a perturbé nos récoltes prévues, et les avocats ne peuvent pas être stockés longtemps, car ils sont très périssables [...] Le Moyen-Orient n'est plus fiable. Nous avons besoin de soutien pour accéder à des marchés alternatifs et explorer des garanties financières, telles que l'assurance, afin d'atténuer les risques qui échappent à notre contrôle », explique Annie Justine Uwamahoro, secrétaire générale de la HEAR. Cette situation met en évidence la forte concentration géographique des exportations horticoles rwandaises, un facteur de vulnérabilité face aux chocs externes.

Dans ce contexte, l'enjeu pour Kigali de diversifier les débouchés sera de préserver les revenus des exportateurs, mais aussi soutenir la croissance d'une filière dont la contribution aux recettes agricoles est en augmentation. Selon les données compilées par l'Office national de développement des exportations agricoles (NAEB), les recettes d'exportations de produits horticoles ont grimpé de 15 % d'une année sur l'autre pour atteindre 86,06 millions \$ en 2024/2025. Dans le détail, le segment des légumes arrive en tête des ventes en générant près de 63 % des recettes, suivi par celui des fruits (avocats), tandis que le reste provient des fleurs coupées. Avec cette performance, l'industrie horticole a représenté environ 9,6 % des recettes d'exportations agricoles engrangées en 2024/2025, qui s'élèvent à 891,13 millions \$, selon le NAEB.

Agence

BANANE

Les exportations camerounaises bondissent de 36% en janvier 2026

La banane est l'un des produits agricoles d'exportation les plus importants du Cameroun, aux côtés du cacao et du café. Selon les données officielles, la filière se porte bien en ce début de l'année 2026. Les exportations de bananes du Cameroun ont connu une augmentation substantielle au mois de janvier 2026, selon les données compilées par l'Association bananière du Cameroun (Assobacam). Concrètement, elles totalisent 27 674 tonnes, révélant une hausse en glissement annuel de 7 324 tonnes en valeur absolue, soit 36% en valeur relative. Cette performance est la conséquence de la bonne tenue de la production et des ventes chez les trois opérateurs en activité au Cameroun depuis le retrait de Boh Plantations PLC du fichier des exportateurs en septembre 2025. Unique opérateur privé de nationalité camerounaise dans la filière banane, ce producteur a, depuis cette date-là, cédé ses actifs à la Compagnie fruitière de Marseille, renforçant davantage l'emprise de ce groupe français sur le marché local de la banane. D'ailleurs, l'embellie observée sur les exportations camerounaises au mois de janvier 2026 est principalement le fait des deux filiales locales de ce groupe agroalimentaire : la société des Plantations du Haut Penja (PHP) et la Compagnie des bananes de Mondoni (CDBM). À en croire les chiffres de l'Assobacam, les exportations de la PHP ont atteint 20 037 tonnes en janvier 2026, contre 14 695 tonnes à la même période en 2025. Le leader du marché camerounais de la banane enregistre ainsi une augmentation de ses ventes à l'international de 36,4% sur un an. La CDBM, la deuxième filiale de Compagnie fruitière, arrivée sur le marché il y a moins de 3 ans, a plus que doublé ses ventes de bananes sur le marché international en janvier 2026, comparé à la même période en 2025. Les données de l'Assobacam informent en effet que les exportations de ce producteur culminent à 3 406 tonnes, après 1 664 tonnes en janvier 2025, en hausse de 104,7% en glissement annuel.

Le diktat de Compagnie fruitière

La Cameroon Development Corporation (CDC), deuxième employeur du pays après l'administration publique et désormais unique opérateur à capitaux nationaux de la filière banane, affiche des performances beaucoup plus modestes. En janvier 2026, cette société d'État a expédié 4 231 tonnes de bananes vers le marché international, selon l'Assobacam. Ce qui représente une augmentation de 6% (+240 tonnes) par rapport aux 3 991 tonnes exportées en janvier 2025.

R.I.

LE POINT HEBDO DE L'INVESTISSEUR

Marée noire

Sous l'effet de la poursuite du conflit au Moyen-Orient et de la nouvelle envolée des matières premières (pétrole et gaz), les places financières ont de nouveau chuté cette semaine. Les incertitudes demeurent très élevées, d'autant que cela accroît les pressions inflationnistes et réduit les marges de manœuvre des banques centrales. La Fed pourrait ainsi opter pour un statu quo cette année, tandis que la BCE est prête à envisager de relever ses taux, avec la perspective d'un bond de l'inflation et d'un impact négatif sur la croissance. En attendant les prochains résultats de sociétés à partir de mi-avril, il y a fort à parier que les marchés devraient rester très volatils.

TOPS / FLOPS DE LA SEMAINE

Tops Europe

Trustpilot +34,01 % : la plateforme d'avis en ligne a bondi après la publication de résultats 5 étoiles. Son bénéfice annuel a plus que quadruplé, porté par les outils de recherche par IA qui ont généré une hausse de 1 490% des clics vers son site et renforcé son rôle de source de données clé pour les modèles d'IA. Springer Nature +20,63 % : l'éditeur profite d'une hausse, portée par la communication de ses résultats convaincants. Les revenus ont progressé de 4,3% par rapport à la même période l'an dernier. Parallèlement, l'entreprise accumule des recommandations favorables, notamment de Deutsche Bank et Barclays. Exail +15,83 % : le spécialiste des drones maritimes surprend avec des résultats encourageants. L'entreprise a annoncé un FCF bien supérieur à celui attendu par les investisseurs et a confirmé ses prévisions pour 2026 d'une croissance à deux chiffres de son activité. Par ailleurs, le groupe a continué son ascension en annonçant annuler des actions, réduisant ainsi son capital.

Flops Europe

Amplifon -20,44 % : le géant des appareils auditifs chute, les investisseurs jugeant sévèrement les modalités de l'acquisition de la division "hearing" de GN Store Nord. Bien que stratégique, l'opération est coûteuse. Barclays et Jefferies dégradent leur opinion et passent d'acheter à neutre. Inwit -19,65 % : le titre de l'opérateur italien dévisse après l'annonce de l'accord entre TIM et Fastweb, filiale de Telecom, sur la construction de près de 6 000 pylônes de télécommunication en Italie. Ce qui a mené Inwit à abaisser jeudi ses prévisions pour 2026. Indra Sistem -15 % : le groupe espagnol de défense a perdu du terrain suite à l'annonce du retrait d'Escribano Mechanical and Engineering d'un projet d'acquisition. EME invoque une absence de conditions favorables à son rachat. Hermès -12,64 % : le titre de la maison de luxe parisienne baisse suite à une note d'Oddo BHF, dans laquelle la société de Bourse révisé à la baisse ses prévisions de résultats pour le groupe, l'amenant ainsi à ajuster son objectif de cours.

Tops US

Lumentum +13,47 % : l'entreprise présente une solution d'interconnexion optique révolutionnaire conçue pour soutenir l'infrastructure IA. Morgan Stanley indique qu'elle devrait continuer à profiter de la hausse de la demande.

Matières premières

Energie : Nouvelle semaine de tension sur les marchés pétroliers, qui vibrent au gré de l'escalade des tensions au Moyen-Orient. Les forces israéliennes ont attaqué le champ gazier de

South Pars. Ce site représente 70 % de la production iranienne. En réponse, Téhéran a ciblé les installations énergétiques de ses voisins. Les tirs iraniens ont gravement endommagé le complexe qatari de Ras Laffan, la plus grande usine d'exportation de gaz naturel liquéfié au monde. Des sites pétroliers en Arabie saoudite, aux Émirats arabes unis et au Koweït ont également subi des dégâts. Le détroit d'Ormuz, voie de navigation essentielle pour les exportations de la région, reste paralysé. Les solutions de repli sont limitées. L'Irak a relancé l'exportation de 250 000 barils par jour via un oléoduc vers la Turquie. Ce volume reste toutefois marginal face à la quantité de pétrole bloquée dans le Golfe. Face à ce blocage maritime et pour éviter la saturation de leurs capacités de stockage, les grands pays producteurs comme l'Arabie saoudite, l'Irak, les Émirats arabes unis et le Koweït réduisent actuellement leur production de plusieurs millions de barils par jour. Dans ce contexte, le marché affiche un écart de prix majeur entre les deux références mondiales du pétrole. Le baril de Brent de la mer du Nord progresse autour de 108 USD et a même atteint 118 USD cette semaine. Le cours du Brent dépend fortement de la production du Moyen-Orient et du commerce maritime international. Il intègre donc la totalité du risque géopolitique actuel. À l'inverse, le WTI stagne sous la barre des 100 USD, clôturant autour de 96 USD le baril. Le WTI reflète le marché intérieur des États-Unis. La production américaine reste stable et échappe au blocage logistique d'Ormuz.

Métaux : Les métaux piquent du nez cette semaine. Pour l'or, cela peut paraître contre-intuitif à première vue puisque les tensions géopolitiques devraient stimuler la demande en valeur refuge, mais cela revient à écarter le fait qu'une flambée des prix de l'énergie ravive les craintes d'une nouvelle accélération de l'inflation mondiale. En réponse, les banques centrales se montreront très prudentes dans l'assouplissement de leur politique monétaire. Ce contexte macro renforce le dollar américain et pénalise directement les prix des métaux industriels et précieux. L'once d'or s'échange en baisse autour de 4620 USD. A Londres, le cuivre subit sa plus forte perte hebdomadaire depuis près d'un an. Le contrat spot sur le LME enregistre un repli d'environ 5% sur la semaine, pour s'établir autour de 12146 USD la tonne.

Produits agricoles : Les cours des produits agricoles terminent la semaine sur une note mitigée à Chicago. Les tensions au Moyen-Orient et les variations des prix du pétrole influencent directement les marchés. Sur l'ensemble de la semaine, le soja enregistre une baisse importante, le blé recule, et le maïs reste stable.

Macroéconomie

Macro : Les investisseurs n'ont pas beaucoup de branches auxquelles se raccrocher. Le bal des banques centrales prend fin sans pouvoir

éclairer notre lanterne tant l'incertitude actuelle est grande. Seule certitude, les prix de l'énergie flambent et les pays européens sont parmi les plus touchés, en témoigne l'écart entre le prix du Brent (mer du Nord) et celui du WTI (Texas). L'or ne joue plus son rôle de valeur refuge en raison du deleveraging lié d'un côté à l'augmentation des exigences sur marge et de l'autre à la tension enregistrée sur les marchés obligataires mondiaux. Ainsi, le rendement du 10 ans tutoie toujours ses sommets de 2023 à 3.02% tandis que son homologue américain tente le dépassement des 4.30%. Il faudra un cessez-le-feu rapide et la réouverture du détroit d'Ormuz pour remettre les choses à l'endroit (baisse du pétrole et hausse des actifs risqués). Le temps est désormais compté sous peine d'aller tout droit vers une récession. Crypto : Après avoir progressé de +10% la semaine dernière, le bitcoin (BTC) recule de -3,5% depuis lundi et évolue de nouveau autour des 70 000 USD. Pourtant, la semaine avait bien commencé, avec une hausse de 4% sur les deux premiers jours, avant un net retournement à partir de mercredi. Autrement dit, le BTC a suivi de très près les mouvements du principal indice boursier américain et véritable baromètre de la finance mondiale : le S&P 500. L'évolution du bitcoin reste donc large-

ment tributaire du climat qui règne sur les marchés traditionnels et, force est de constater que, depuis l'embrasement du Moyen-Orient à la fin du mois de février, l'environnement est loin d'être favorable. La volatilité a été encore plus marquée sur la deuxième cryptomonnaie du marché, l'ether (ETH). Après une flambée de 10% entre lundi et mardi, il est repassé en territoire négatif ce vendredi, avec une baisse de -2%, autour des 2 150 USD. Des mouvements similaires s'observent sur les autres grandes cryptomonnaies : Binance Coin (BNB) recule de -4,8%, Solana (SOL) de -3,4% et XRP de -1%. Plus largement, la capitalisation totale du marché des cryptomonnaies a chuté de -45% depuis son pic d'octobre 2025, pour retomber aujourd'hui à 2 400 Mrds USD. À elle seule, cette valorisation est constituée à 58% par le bitcoin et à 11% par l'ether. Le pétrole est resté au centre du jeu. La semaine prochaine, l'agenda des entreprises se vide en attendant les premiers résultats du 1er trimestre 2026. Le calendrier économique aussi, même si les indicateurs PMI Flash de mars seront scrutés de près, parce qu'ils porteront les stigmates du conflit en Iran. Ces dernières semaines, les weekends ont apporté leur lot de (mauvaises) surprises. L'arrivée du printemps adoucira-t-elle les mœurs ?

Source: Zonebourse.com

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN					
بنك الجزائر BANK OF ALGERIA					
COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN					
Cours du : 19 Mars 2026 Valeur : 23 Mars 2026					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		132.3284	132.3434
1	EUR	EURO		151.5689	151.5994
1	GBP	POUND STERLING		175.4088	175.4519
100	JPY	JAPANESE YEN		83.0739	83.1042
1	CNY	CHINESE YUAN		19.1753	19.1802
1	CHF	SWISS FRANC		166.8706	166.9316
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		96.3299	96.3619
1	DKK	DANISH KRONE		20.2839	20.2872
1	SEK	SWEDISH KRONA		14.0796	14.0852
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		13.8536	13.8587
1	AED	UAE DIRHAM		36.0244	36.0432
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.2312	35.2493
1	KWD	KUWAITI DINAR		431.4588	431.6484
1	TND	TUNISIAN DINAR		44.7514	45.2011
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.1281	14.1297
1	LYD	LIBYAN DINAR		20.6850	20.7911
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.3258	3.3361
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		180.2778	180.2778

MOYEN-ORIENT

Les Bourses mondiales en nette baisse, les inquiétudes ne faiblissent pas

Les Bourses mondiales ont terminé en net recul vendredi, pour clôturer une semaine d'incertitudes liées au conflit au Moyen-Orient et aux conséquences économiques de la flambée des prix de l'énergie. A Wall Street, le Dow Jones a cédé 0,97%, l'indice Nasdaq a chuté de 2,01% et l'indice élargi S&P 500 a perdu 1,51%. En Europe, Francfort a reculé de 2,01%, Paris a baissé de 1,82% et

Londres de 1,45%. Milan a suivi la tendance (-1,97%). "On est dans un marché qui se fait peur", estime Grégoire Kounowski, conseiller en investissement au sein du gestionnaire de fortune Norman K. "Les investisseurs sont, sans surprise, un peu nerveux quant à ce qui pourrait se passer" dans les prochains jours sur le front militaire, relève auprès de l'AFP Angelo Kourkafas, d'Edward Jones.

Donald Trump a déclaré vendredi qu'il rejetait l'idée d'un cessez-le-feu avec l'Iran, près de trois semaines après le début de la guerre. Plus tôt dans la journée, le nouveau guide suprême iranien Mojtaba Khamenei a assuré que Téhéran avait porté "un coup vertigineux" à ses ennemis. "Plus la guerre durera, plus les répercussions économiques seront importantes", prévient M. Kourkafas. L'indice américain de référence S&P

500 a terminé une quatrième semaine de suite dans le rouge, "soit sa plus mauvaise série depuis un an", calcule Andrea Tueni, responsable des activités de marché de Saxo Banque. "En Europe, l'indice CAC 40 entre en zone de correction, perdant plus de 10% depuis ses plus hauts de février", ajoute l'analyste.

Hausse contenue des prix de l'énergie

Les cours du pétrole ont terminé en hausse vendredi, restant toutefois en deçà du seuil des 120 dollars le baril, tutoyé à plusieurs reprises depuis le début du conflit. Le baril de Brent de la mer du Nord a gagné 3,26% à 112,19 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), traditionnellement moins cher, a avancé de 2,27% à 98,32 dollars.

R. I.

STOCKAGE DE GAZ EN EUROPE

L'appel du commissaire européen à l'énergie aux États membres

La Commission européenne a exhorté les États membres à revoir à la baisse leurs objectifs de stockage de gaz et à commencer progressivement à reconstituer leurs réserves afin de réduire la demande, a appris l'AFP, confirmant une information du Financial Times.

R I/Agence

Les États membres de l'Union européenne sont tenus de réviser à la baisse leurs objectifs en matière de stockage de gaz. C'est en tout cas ce qu'a demandé le commissaire européen à l'énergie, Dan Jørgensen, aux ministres de l'Énergie de l'UE, dans une lettre consultée par l'AFP, confirmant les informations dévoilées samedi 21 mars par le journal britannique Financial Times.

Il exhorte les différents ministres de l'Énergie des 28 pays membres de l'UE de ne pas se précipiter pour reconstituer les réserves de gaz épuisées de leurs pays et de faire preuve de "souplesse" pour réduire la demande des ménages et de l'industrie à un moment "où l'approvisionnement est tendu".

Remplissage à 80% de la capacité des installations de stockage de gaz

Il a également déclaré que les États membres devraient ramener l'objectif de remplissage de leurs installations de stockage de gaz à 80 % de leur capacité, soit 10 points de pourcentage de moins que les objectifs officiels de l'UE, "dès que possible au cours de la saison de remplissage afin d'apporter certitude et assurance aux acteurs du marché".

Dan Jørgensen a recommandé aux pays de commencer progressivement à remplir leurs réserves afin d'éviter une "ruée de fin d'été" qui exercerait une pression sur les marchés, tout en attendant jusqu'au 1er décembre pour atteindre les objectifs de stockage. Ce délai serait d'un mois plus tardif que celui prévu par les objectifs fixés par la législation européenne à la suite de l'invasion à grande

échelle de l'Ukraine par la Russie en 2022. La démarche de la Commission auprès des ministres met en évidence les inquiétudes de Bruxelles quant au fait que la pression exercée par les États membres pour atteindre des objectifs de stockage stricts pourrait exercer une pression supplémentaire sur les prix du gaz en Europe, qui ont augmenté de 21,5 % cette semaine à la suite d'attaques contre des infrastructures énergétiques critiques au Moyen-Orient.

Dans sa lettre, le commissaire européen à l'énergie a déclaré que l'approvisionnement énergétique de l'UE "restait relativement préservé", mais a appelé à une "réponse collective" face au conflit, avertissant que "les événements récents laissent penser qu'il faudra peut-être plus de temps pour que la production qatarie [de gaz naturel liquéfié] revienne aux niveaux enregistrés avant la crise".

POUR CONTRER LEUR AUGMENTATION

L'Italie réduit les prix des carburants de 25 centimes par litre pendant 20 jours

Les prix des carburants sont en forte hausse depuis le début de la guerre au Moyen-Orient et le blocage du détroit d'Ormuz. Le gouvernement italien a pris un décret pour tenter d'endiguer cette augmentation.

Le gouvernement italien tente de lutter contre la hausse des prix des carburants provoquée par la guerre au Moyen-Orient. Un décret a été adopté, mercredi 18 mars, pour réduire de 25 centimes par litre le prix du carburant pour une période de

20 jours. Le prix du baril de Brent atteint, jeudi en fin de matinée, plus de 114 dollars alors que le gaz européen a pris 35% .

Georgia Meloni hurlait contre les taxes sur l'essence quand elle était dans l'opposition, mais s'est bien gardée d'y toucher depuis qu'elle est au pouvoir. La présidente du Conseil, convertie à une gestion prudente des finances publiques, était réticente à faire un geste face à la flambée des prix depuis le début de la guerre.

Une mesure à 1,5 milliards d'euros

Finalement, mercredi soir, à quatre jours d'un référendum sur un autre sujet, mais loin d'être gagné pour elle, Georgia Meloni lâche 1,5 milliard d'euros. Le montant des assises, ces impôts qui gonflent le prix des carburants, va baisser immédiatement. Moins 25 centimes par litre, cela fait une quinzaine d'euros économisés sur un plein, mais c'est temporaire, insiste le gouvernement,

jusqu'au 7 avril.

Il y a aussi un crédit d'impôt pour les transporteurs et les pêcheurs. Les distributeurs sont menacés de sanctions s'ils abusent du contexte. Pour une baisse durable de sa facture énergétique en général, l'Italie mise sur un autre combat au sommet européen en ce moment. La réforme du marché du carbone qui oblige les plus gros pollueurs, nombreux dans l'Italie industrielle, à payer pour leurs émissions de CO2.

R I.

ROYAUME-UNI

L'endettement public bondit en février avant l'impact du conflit iranien sur le budget

L'endettement de l'Etat britannique a progressé bien plus que prévu en février, en raison notamment du calendrier irrégulier du versement des intérêts de la dette, avant que le choc de la guerre en Iran ne vienne renchérir les coûts d'emprunt et ne suscite des appels à une hausse des dépenses publiques. Le besoin de financement net du secteur public s'est élevé à 14,3 milliards de livres (19,17 milliards de dollars) en février, selon les données officielles publiées vendredi.

Les économistes interrogés par Reuters tablaient en moyenne sur un déficit de 8,5 milliards de livres pour le mois concerné.

L'Office National des Statistiques (ONS) a invoqué le calendrier de paiement des intérêts de la dette pour expliquer cette hausse de 18% de l'endettement par rapport à février 2025.

L'ONS a révisé à la hausse son estima-

tion de l'excédent record de janvier, porté à 31,9 milliards de livres contre 30,3 milliards initialement annoncés, mais ces chiffres soulignent la fragilité globale des finances publiques, sous pression sur plusieurs fronts.

La guerre entre les Etats-Unis, Israël et l'Iran, ainsi que la flambée des prix de l'énergie qui en a résulté, ont fait s'envoler les coûts d'emprunt du gouvernement britannique.

La forte dépendance du Royaume-Uni aux importations de gaz naturel et une inflation persistante ont entraîné une liquidation de ses obligations d'Etat plus marquée que chez ses homologues internationaux.

La ministre des Finances, Rachel Reeves, dont les plans budgétaires étaient déjà soumis à de fortes contraintes, doit faire face à de nouvelles demandes de soutien aux consommateurs, confrontés à une

hausse des factures et des prix du carburant plus tard cette année.

"La pression exercée sur le gouvernement - tant par le Parti Travailleiste lui-même que par l'opinion publique - pour atténuer l'impact de la hausse des coûts de l'énergie sur les ménages sera considérable", a déclaré Elliott Jordan-Doak, économiste senior spécialisé sur le Royaume-Uni chez Pantheon Macroeconomics.

"La chancelière (Reeves) devra à nouveau prendre des décisions difficiles lors du budget d'automne, à moins que les hostilités (dans le Golfe) ne cessent rapidement et que les prix de l'énergie ne refluent."

Les gilts à court terme - une source de financement cruciale pour l'Etat - ont connu jeudi l'une de leurs pires séances depuis le début des relevés modernes, après que certains responsables de la Banque d'Angleterre ont mis en garde

contre d'un éventuel relèvement des taux d'intérêt, accentuant une vente massive consécutive aux attaques iraniennes contre les infrastructures énergétiques. Le gouvernement a enregistré 13 milliards de livres de paiements d'intérêts sur la dette en février, contre 7,5 milliards un an plus tôt, principalement en raison du décalage temporel des intérêts dus, a précisé l'ONS.

A un mois de la clôture de l'exercice budgétaire 2025/26, l'endettement s'affiche à 125,9 milliards de livres, soit environ 12% de moins que sur la même période en 2024/25.

L'Office for Budget Responsibility (OBR) prévoyait le mois dernier un déficit de 132,7 milliards de livres, soit 4,3% du produit intérieur brut, sur l'ensemble des 12 mois. Ce chiffre devrait ramener à 115,5 milliards de livres lors du prochain exercice, soit 3,6% du PIB.

R I/Agence

PORTUGAL

Les recettes du tourisme augmentent

Les données de la Banque du Portugal(BdP) montrent que les revenus du tourisme au Portugal ont augmenté de 3 % en janvier 2026.

Au cours du premier mois de l'année, les recettes de l'activité touristique se sont élevées à 1 596,42 millions d'euros, soit une augmentation de 3 % par rapport au même mois de l'année précédente, selon les données publiées ce vendredi 20 mars par la Banque du Portugal(BdP).

Au total, les recettes se sont élevées à 1 596,2 millions d'euros en janvier 2026, soit 3 % de plus qu'en décembre 2026. Cependant, il y a un ralentissement par rapport à janvier 2025, où les recettes ont augmenté de 8,7 % par rapport à décembre 2024.

Entre janvier 2025 et janvier 2026, les recettes touristiques ont augmenté de 46,58 millions d'euros, alors qu'elles avaient enregistré une croissance de 125,07 millions d'euros au cours de la même période de l'année précédente, comme le révèle Publituris. Ainsi, la croissance enregistrée diminue de 62,8 %.

Malgré un ralentissement des recettes, les importations touristiques, c'est-à-dire les dépenses des touristes portugais à l'étranger, ont connu une croissance plus importante, atteignant 5,7 % en janvier. Cela montre que les Portugais continuent à planifier des voyages à l'étranger.

Malgré la croissance des importations touristiques, le rythme s'est ralenti par rapport au début de l'année 2025, lorsque les importations avaient augmenté de 11,5 %.

Agence

MOLEXA

Une IA perce enfin les secrets des molécules que la science ne pouvait pas atteindre

Depuis cinq ans, l'IA s'est imposée en biologie structurale en prédisant la conformation des protéines à partir de leur séquence, bien plus rapidement que les méthodes expérimentales classiques. Mais une équipe du SLAC National Accelerator Laboratory (DOE) explore une autre voie : avec MOLEXA, un modèle génératif inédit, elle parvient à reconstruire la géométrie tridimensionnelle d'une molécule à partir des fragments produits lors d'une explosion de Coulomb induite par rayons X.

MOLEXA (MOlecular structure rEconstruction from Coulomb eXplosion imAging) est un projet mené en collaboration entre trois entités : des chercheurs du SLAC National Accelerator Laboratory, accompagnés par l'Argonne National Laboratory et le European X-ray Free-Electron Laser (European XFEL). Il s'inscrit pleinement dans la veine d'autres projets comme AlphaFold 3 développé par Google DeepMind et sa filiale Isomorphic Labs, RoseTTA-Fold All-Atom, ou encore Boltz-2. Publié le 3 mars 2026 dans la revue Nature Communications, ce travail est une première mondiale : aucun modèle d'IA n'avait jusqu'ici été conçu pour reconstruire une structure moléculaire à partir de données d'explosion de Coulomb. L'enjeu est de taille, car les techniques d'imagerie existantes buttent toutes sur le même obstacle : elles peines à observer des molécules isolées en phase gazeuse dans des conditions expérimentales réelles. Grâce à l'explosion de Coulomb, il est possible de procéder autrement. Un laser à rayons X émet une impulsion sur une molécule isolée dans une chambre à vide et lui arrache ses électrons. Les ions restants, soudainement chargés positivement, se repoussent violemment et viennent frapper un détecteur qui enregistre leurs trajectoires. C'est à partir de ces traces, et uniquement d'elles, que l'on cherche à remonter à la géométrie initiale de la molécule. Un problème inverse que la physique conventionnelle ne sait pas résoudre proprement : après l'arrachage des électrons, les atomes se déplacent légèrement avant que les ions ne s'envolent, ce qui fausse toute tentative de reconstruction par simple application de la loi de Coulomb. Grâce à MOLEXA, une technique expérimentale longtemps bridée par le calcul retrouve tout son potentiel.

Imagerie moléculaire : les limites des méthodes actuelles

Observer une molécule isolée en train de réagir chimiquement est l'un des défis les

plus coriaces de la physique et de la chimie expérimentales, car nos outils sont limités par leur nature. La microscopie électronique oblige les chercheurs à travailler avec un échantillon fixe, ce qui rend donc impossible le travail sur des molécules librement flottantes en phase gazeuse. Les techniques de diffraction, elles, exigent un échantillon dense pour générer un signal exploitable par le détecteur : le résultat obtenu est techniquement une moyenne sur l'ensemble des molécules présentes, ce qui empêche d'accéder aux détails structuraux propres à une molécule individuelle. « Cette technique [NDLR : il fait référence ici à l'explosion de Coulomb] a la capacité d'isoler des détails mineurs qui sont chimiquement pertinents », souligne James Cryan, directeur adjoint intérimaire pour la science au LCLS et co-auteur de l'étude. Ce qui est impossible à obtenir, par exemple, avec les deux types d'outils cités précédemment. Comme expliqué en introduction, même si l'explosion de Coulomb détient ici un fort potentiel, elle n'est pas parfaite : la reconstruction de la structure moléculaire à partir des données d'un détecteur reste un problème inverse particulièrement ardu. D'abord parce que l'arrachage des électrons par le laser n'est pas instantané, et que, durant ce bref délai, les atomes se repositionnent légèrement, ce qui décale les trajectoires des ions par rapport à ce qu'elles auraient été si la molécule était restée parfaitement figée. Appliquer la loi de Coulomb dans ces conditions revient à ignorer ce déplacement et tend à produire des structures géométriques erronées. Ensuite parce que la complexité du problème croît drastiquement avec la taille de la molécule : pour une molécule de dix atomes, le nombre de configurations possibles à explorer est sans commune mesure avec celui d'une molécule de trois atomes. « C'est un peu comme casser un verre et essayer de le recomposer à partir de la façon dont les morceaux se sont éparpillés », résume Phay Ho, physicien à l'Argonne National Laboratory et co-auteur de l'étude.

L'outil expérimental existait bien, mais on ne pouvait pas l'exploiter à son plein potentiel, car aucune méthode ne permettait de remonter de façon fiable des trajectoires des ions à la géométrie de la molécule d'origine. Rien de plus frustrant pour des physiciens que de disposer d'informations structurales très riches sur les molécules, sans avoir les moyens computationnels de les déchiffrer.

MOLEXA : résoudre le problème inverse de l'imagerie moléculaire

MOLEXA apprend, grâce au machine learning, les corrélations statistiques entre les quantités de mouvement des ions enregistrées par le détecteur et les géométries moléculaires qui les ont produites. Une approche radicalement différente : plutôt que de calculer, le modèle reconnaît des patterns. Les LLM comme ChatGPT ou Gemini projettent le sens des mots dans un espace mathématique multidimensionnel quand MOLEXA, lui, projette la configuration spatiale des atomes. Pour entraîner le modèle, il fallait des données : des milliers d'exemples associant une structure moléculaire connue aux trajectoires d'ions qu'elle produirait lors d'une explosion de Coulomb. L'équipe a donc eu recours à une simulation développée par Phay Ho, qui calcule ces trajectoires à partir de structures existantes en combinant mécanique quantique et physique classique. Après plus d'un mois de calcul intensif, elle a produit 76 000 paires de données. Un volume modeste par rapport aux standards habituels de l'IA... et effectivement insuffisant : entraîné sur ce seul corpus, MOLEXA produisait des reconstructions inexactes. Les chercheurs ont donc été obligés de procéder autrement : MOLEXA a d'abord été entraîné sur les 76 000 paires de données issues de la simulation la plus précise, celle combinant mécanique quantique et physique classique. Dans cet ensemble, chaque paire associait une structure moléculaire connue aux trajectoires d'ions qu'elle produirait lors d'une explo-

sion de Coulomb. Puis l'équipe a introduit un second corpus, produit cette fois par une simulation reposant uniquement sur la physique classique. Cette approche est moins exacte, puisque la mécanique quantique décrit le comportement des atomes avec bien plus de fidélité. En revanche, elle est aussi beaucoup plus rapide à exécuter, ce qui a permis de générer un jeu de données cent fois plus volumineux.

L'idée était de compenser le manque de précision par la quantité, en combinant les deux corpus. Cette stratégie s'est révélée nettement plus efficace que l'entraînement initial. « Nous avons constaté que ce processus d'entraînement en deux étapes supprimait l'erreur de prédiction d'un facteur deux », confirme Xiang Li. C'est-à-dire que MOLEXA, renforcé de cette manière, commet deux fois moins d'erreurs sur la position des atomes reconstruits qu'avec un entraînement sur le seul corpus quantique.

« C'est seulement un point de départ pour les recherches futures », nuance Xiang Li, « qui ne se contenteront pas d'améliorer la précision du modèle, mais étendront son applicabilité à des systèmes moléculaires plus grands. » La feuille de route est tracée : molécules plus complexes, expériences de suivi de réactions chimiques en temps réel, données incomplètes, trois fronts sur lesquels MOLEXA devra faire ses preuves avant de pouvoir prétendre s'attaquer aux systèmes biologiques et industriels qui constituent l'horizon réel de la technique.

Reconstruire la structure de protéines à l'état isolé, sans avoir à les cristalliser, filmer une réaction chimique atome par atome, capturer la géométrie d'une molécule à différents stades d'une réaction enzymatique, accélérer la découverte de médicaments : les applications potentielles d'un tel système, une fois à maturité, sont très nombreuses.

Pour l'heure, le modèle ne traite que des molécules de moins de dix atomes : le chemin qui s'annonce est encore très long, mais jamais le problème inverse de reconstruction moléculaire n'avait été abordé avec une telle efficacité.

Brèves

OpenAI acquiert Astral

La société dirigée par Sam Altman a annoncé avoir racheté la start-up qui édite des outils Python pour les développeurs. Dans un blog, Charlie Marsh, le fondateur de l'entreprise créée en 2023, explique que les outils Ruff, uv et ty ont été en quelques années téléchargés des centaines de millions de fois et sont devenus une base du codage en Python. Ils vont être intégrés dans Codex, l'agent IA de codage d'OpenAI. Ce dernier s'est engagé à garder les solutions d'Astral en open source. Il n'a pas donné de

détails sur le montant de l'opération.

SAP pose son Sovereign Cloud sur Bleu

L'éditeur allemand a annoncé le lancement de son offre Sovereign Cloud en France. Elle propose aux entreprises et aux administrations d'exécuter les applications SAP (ERP, finance, ressources humaines,...) sur les infrastructures de Bleu. La société commune entre Orange et Capgemini qui distribue les services cloud de Microsoft est toujours en attente de la

qualification SecNumCloud. Avec cette offre, SAP cible les entreprises dans les secteurs régulés et le secteur public.

La pénurie de wafers se prolongera jusqu'en 2030

La pénurie mondiale de wafers dans l'industrie des semi-conducteurs ne se résorbera pas avant la fin de la décennie, selon Chey Tae-won, président du groupe SK Hynix, fabricant de NAND Flash, de DRAM et de modules HBM (mémoire à haute bande passante).

S'exprimant en marge de la conférence GTC 2026 de Nvidia à San Jose, il a évoqué un déficit de capacité supérieur à 20%, nécessitant quatre à cinq ans de construction supplémentaire. L'IA en est la cause directe : la production de HBM mobilise une quantité massive de wafers. SK Hynix détient 57% du marché mondial du HBM et 32% de la DRAM. Les analystes de Gartner et de Greyhound Research confirment un déséquilibre structurel — et non cyclique —, impactant durablement les achats des entreprises, contraintes d'anticiper leurs approvisionnements ou d'absorber des prix en hausse.

L'UNE DES MEILLEURES BERLINES ÉLECTRIQUES ACTUELLES

C'est bientôt la fin pour la BMW i4

Alors que BMW vient de présenter en grande pompe sa nouvelle i3 Neue Klasse, un modèle ô combien important dans la gamme du constructeur bavarois, un autre membre de sa gamme s'apprête à disparaître discrètement. Après seulement cinq ans de carrière, l'i4 va tirer sa révérence. Bien plus valorisante que la Tesla Model 3, l'allemande n'a pourtant jamais pris les devants face à une américaine à la notoriété plus prononcée. Mais avec l'i4, BMW a tout de même vendu l'une des meilleures berlines électriques.



Après cinq ans dans la gamme, les jours de l'i4 sont comptés. BMW le confirme, l'arrivée de sa nouvelle i3 Neue Klasse va mettre un terme à la carrière de l'i4. Bien que son positionnement ne soit pas tout à fait identique, la présence des deux modèles dans la gamme ferait doublon. L'actuelle va donc jouer les prolongations jusqu'à la commercialisation de la nouvelle venue cet automne.

À l'instar de sa Série 8 Grand Coupé, le constructeur munichois abandonne ses coupés quatre portes pour se concentrer sur des berlines plus classiques. Les carrosseries typées n'ont plus la cote et le marché automobile est assez peu propice aux produits de niche... Bien qu'elle soit condamnée, l'i4 reste une électrique tout à

fait recommandable.

Restylée en 2024, la BMW peut faire valoir une présentation valorisante et de bien meilleure qualité que sa concurrente, la Tesla Model 3 qui, même avec plusieurs évolutions, n'a jamais réussi à l'égaler sur ce point. Bien que moins bonne que sur d'autres modèles, l'ergonomie reste correcte avec quelques commandes physiques.

Là où elle pêche vis-à-vis de la Tesla, c'est au niveau de l'habitabilité. Pas de frunk au programme, un coffre de 470 L et un espace pour les passagers arrière en retrait, l'i4 ne brille pas en tant que familiale.

Des prestations encore à la hauteur

Mais vélocité et plutôt confortable, la munichoise fait une excellente compagne au quotidien. L'entrée de gamme eDrive35 propose déjà 286 ch avec une batterie de 67,1 kWh nets et une autonomie de 514 km en cycle WLTP.

Même les performances de recharge ne sont pas ridicules avec un 10 à 80 % de charge en 32 minutes, avec une puissance maximale de 180 kW en courant continu. Les versions eDrive40, xDrive40 et xDrive60 relèvent même le gant avec respectivement 340, 401 et 601 ch ! Les performances passent de bonnes à spectaculaires ! Avec l'accumulateur de 81,3 kWh nets, l'eDrive40 (propulsion) affiche jusqu'à 613 km sur le cycle WLTP. La puissance de recharge grimpe à 205 kW, de quoi passer de 10 à 80 % en 30 minutes.

nutes.

Bien sûr, la nouvelle Neue Klasse et sa plateforme 800 V font bien mieux, mais envisager l'un des derniers modèles neufs de l'i4 peut encore avoir du sens. Se tourner vers l'occasion peut aussi être un choix judicieux, la BMW décotant fortement.

Entre une i4 de seconde main et une Model 3 neuve au même prix, le débat est ouvert. Dans cette optique, nous ne saurions que vous conseiller de vous orienter vers une eDrive40 proposant la meilleure autonomie, des performances d'un bon niveau tout en se montrant plus homogène que ses grandes sœurs à quatre roues motrices.

Stellantis prépare du (très) lourd au Mondial de l'auto 2026

Après le succès de 2024, le Mondial 2026 s'annonce électrique...et hybride! Stellantis officialise ce jeudi une présence massive avec 8 marques mobilisées. Concept-cars inédits, sportives survitaminées et offensives sur le segment des voitures "pas chères" : le groupe italo-franco-néerlandais prépare une belle offensive. Qui a dit que le Mondial de l'automobile était cuit ? Les plus de 500 000 visiteurs accueillis lors de l'édition 2024 donnent des idées aux constructeurs, qui seront nombreux à converger porte de Versailles du 12 au 18 octobre. Ce jeudi matin, c'est Stellantis qui officialise un déploiement de forces conséquent, avec pas moins de 8 marques et une soixantaine de véhicules exposés, le tout regroupé sur un stand d'une surface de 5 340 m² (soit l'équivalent d'environ 75% d'un terrain de football). Aux incontournables marques françaises Peugeot, Citroën et DS, le groupe italo-franco-néerlandais ajoutera ainsi Fiat, Alfa Romeo, Lancia et Opel, auxquelles se joindra Leapmotor, le constructeur chi-

nois auquel Stellantis est lié par une alliance. Maserati, peu en forme, sera par contre privé de déplacement parisien. S'il est encore trop tôt pour connaître la liste détaillée des modèles exposés, Stellantis annonce d'ores et déjà que les visiteurs pourront découvrir en première française la Lancia Gamma, grand crossover à la poupe fuyante et à motorisation électrique et hybride produit en Italie. Un modèle résolument haut de gamme, qui partagera la vedette avec le nouveau DS N°7, modèle dévoilé cette semaine sur Caradisiac. Outre ces deux porte-drapeaux du savoir-faire du groupe dans le premium, est attendue la Leapmotor B03, une berline compacte à motorisation électrique. Celle-ci partagera son stand avec le B03X, crossover du segment B, et la B05, berline du segment C. Des modèles qui seront commercialisés au second semestre 2026. Peugeot, en pleine opération reconquête, jouera la carte de l'émotion avec des concept-cars, des modèles sportifs au premier rang desquels l'e-208 GTI de 280 ch, ainsi que ses der-

nières nouveautés telles que la 408 restylée. Citroën annonce lui aussi un concept-car, sans préciser s'il s'agira du néo-monospace Elo ou d'autre chose, et exposera notamment la nouvelle C5 Aircross, l'Ami, ainsi qu'une Formule E. Alfa Romeo viendra avec l'ensemble de sa gamme, à savoir les Junior, Tonale, Giulia, Stelvio, jusqu'à la 33 Stradale. Fiat, absent du Mondial ces dernières années, y revient avec un concept-car qu'accompagneront les Grande Panda (électrique, thermique et hybride), 500, 600, ainsi que la Topolino développée à partir de la Citroën Ami. Sera également convoqué le Tris, un triporteur à la silhouette inspirée de celle du mythique modèle de chez Piaggio. Opel, enfin, fera le déplacement avec l'Astra restylée et le musculeux Mokka GSE. Ce stand Stellantis XXL cohabitera avec celui du groupe Renault (avec Alpine et Dacia), mais aussi avec ceux d'autres constructeurs de toutes catégories pour un Mondial de l'auto 2026 qui s'annonce assez mémorable. Beaucoup de boulot en perspective pour les journalistes de Caradisiac !



Mots fléchés

Candidate		Féjidé d'Amérique du Sud		Blocage momentanée		Le Messie		Poilu		Chaume		Le noble art	
Profon- dément				Bloc de glace		Tranche de pain passé au grill				Fleuve africain			
												Lieu de fouilles	
Griffe		Né						Endroits					
					Petit conduit								
Instrument à vent		Obtempère						Lac des Pyrénées	Uvule	Fleuve sibérien		Débloquer	Découpas
					Élèves								
					Administrés								
Incite		Beau- fils	Service de police			Outil tranchant					Langue du sud		
			Bière anglaise										
						Fleurs		Embarras					
Semblable													
Engen- drées				Souverain				Titane			Se dirige		
								Souverains					
								Plantigrades					
Chameau	Assise		Reine d'Egypte	Localisés							Fatigue		Anonner
					Manillon		Electron-vot		Département français				
									Surface agricole				
Humour				Ajustais								Pièce de quincaill- erie	
Beau château													
				Châtier						Personnage biblique			
				Poisson plat						Ivre			
Lieux de culte		Opus			Ecoliers		Cubes de jeu				Pronom personnel		
											Baie jaune		
							Choisis		Département picard				
									Fondement				
Ecimée		Condiment				Ont de gros os						Fibre textile	
		Maître des vents											
						Marchera		Atolls					Monnaie japonaise
Futurs officiers de réserve				Carreau						Erbium	Achop- pement		
				La Terre- Mère							Nickel		
Absorbée	Aérienne							Service de l'armée					
			Agence spatiale				Léger						

Cuba touchée par une nouvelle panne électrique

Le système électrique national de Cuba a connu une nouvelle panne totale samedi soir, a annoncé le ministère de l'Energie et des Mines, précisant que des efforts de rétablissement "sont en cours". "Une déconnexion totale du système électrique national s'est produite. Les protocoles de rétablissement commencent déjà à être mis en œuvre", a déclaré le ministère, cité par l'agence Prensa Latina. Il s'agit de la deuxième panne électrique dans l'île en une semaine, après une coupure générale similaire survenue lundi dernier.



AÏD EL-FITR Le Président Tebboune reçoit un appel téléphonique de M. Massad Boulos, conseiller principal du président américain

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, samedi, un appel téléphonique de M. Massad Boulos, conseiller principal du président américain, qui lui a adressé ses vœux à l'occasion de l'Aïd El-Fitr, indique un communiqué de la Présidence de la République. "Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, ce jour, un appel téléphonique de M. Massad Boulos, conseiller principal du président américain, qui lui a adressé, ainsi qu'au peuple algérien, ses vœux à l'occasion de l'Aïd El-Fitr, tout en souhaitant à l'Algérie davantage de prospérité et de progrès", lit-on dans le communiqué. "Au cours de cet échange téléphonique, ils ont également évoqué les relations algéro-américaines et passé en revue les derniers développements de la situation prévalant dans le monde", ajoute le communiqué.

EL-MENIAA Mesures proactives contre le risque d’invasion acridienne

Les services agricoles de la wilaya d'El-Meniaa ont adopté une batterie de mesures proactives pour prévenir tout risque d'invasion acridienne et protéger les cultures, notamment avec les conditions climatiques actuelles pouvant favoriser l'apparition d'acridiens et leur propagation. Des sorties de terrain sont organisées au niveau des exploitations agricoles, céréalières, phoenicoles et maraichères, où des équipes techniques spécialisées suivent de près la situation et prodiguent des conseils et des orientations pratiques aux agriculteurs sur les voies et moyens de lutte contre le criquet pèlerin, au regard de la menace qu'il représente pour l'agriculture. Le président de la Chambre de l'Agriculture d'El-Meniaa, Ouled Laid Harrouz, a indiqué, à l'APS, que ces opérations s'inscrivent dans le cadre d'un plan intégré de prévention, ajoutant que les services agricoles s'attèlent, avec les différents secteurs concernés, à la mobilisation de moyens humains et matériels, dont les produits phytosanitaires et équipements de lutte antiacridienne, pour parer à toute éventualité. Plusieurs réunions de coordination ont été organisées entre les différents acteurs afin d'arrêter un plan d'action strict, suivre les couloirs et trajectoires des mouvements acridiens, veiller à la disponibilité des moyens de lutte et définir les modalités d'intervention rapide en cas d'apparition de foyers acridiens, a-t-il ajouté. Pour M. Harrouz, ces mesures revêtent une importance capitale, au regard de la vocation agricole de la wilaya qui compte d'importantes superficies céréalières sur plus de 26.000 hectares, et une production ayant dépassé, la saison écoulée, le million de quintaux de différentes variétés de céréales, "d'où la nécessité d'intensifier les efforts de prévention afin de préserver la production agricole".

APS

COMMISSION MIXTE ALGÉRO-NIGÉRIENNE DE COOPÉRATION AU NIVEAU DES EXPERTS

Les secteurs de l’énergie, des infrastructures de base et des finances au cœur de la réunion

Par R H.

Les travaux de la réunion de la commission mixte de coopération algéro-nigérienne au niveau des experts se sont ouverts, dimanche à Niamey, en prélude à la tenue de la 2e session de la Grande commission mixte entre les deux pays, prévue lundi. La réunion a été coprésidée par le Directeur général Afrique au ministère des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Boualem Chebihi, et le Secrétaire général du ministère des Affaires étrangères du Niger, Souleymane Issakou. Les travaux de cette rencontre, auxquels prennent part des représentants de plusieurs départements ministériels, a constitué une opportunité pour mettre en avant les possibilités d'approfondissement du partenariat et de la coopération entre les deux pays frères dans plusieurs domaines, tels que l'énergie, les infrastructures, les finances et les télécommunications, en préparation de la deuxième session de la commission mixte supérieure prévue lundi. La rencontre des experts a permis aux représentants des deux pays d'examiner, au sein de commissions sectorielles, la mise en œuvre des accords liant les deux parties, ainsi que le développement de la coopéra-

tion dans les domaines économique, sécuritaire, culturel et énergétique. Elle a également porté sur la facilitation de la circulation des personnes et des marchandises, l'accélération des échanges, le développement des corridors de transport et l'achèvement des grands projets, notamment la route transsaharienne dans sa section traversant le Niger. La tenue de cette réunion de la commission mixte supérieure algéro-nigérienne fait suite aux résultats de la visite de fraternité et de travail effectuée par le président de la République du Niger, chef de l'État, le général Abdourahamane Tiani, en Algérie en février dernier. Lors des entretiens entre le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et le président Tiani, il a été convenu de relancer les mécanismes de coopération bilatérale, d'organiser la réunion de la commission mixte supérieure à Niamey et de tenir des consultations politiques et sectorielles régulières. Dans son allocution d'ouverture, M. Chebihi a mis en avant les liens historiques solides unissant les deux pays, marqués par la fraternité, la solidarité et la convergence de vues sur les grandes questions régionales. Il a souligné l'importance de traduire cette volonté politique en résultats concrets, en

renforçant les acquis, en accélérant la réalisation des projets structurants communs et en élargissant la coopération à de nouveaux secteurs prometteurs, tout en accordant une attention particulière au développement des échanges économiques et commerciaux, notamment dans les zones frontalières. Évoquant la récente visite du président nigérien en Algérie, il a affirmé qu'elle a constitué « un tournant décisif », consacrant la volonté commune d'élever le partenariat à un niveau stratégique supérieur. Il a également indiqué que la tenue de la deuxième session de la commission mixte intervient dans un contexte régional marqué par de nombreux défis, notamment sécuritaires, réaffirmant à cette occasion l'engagement de l'Algérie à renforcer sa coopération avec le Niger dans le respect de sa souveraineté et selon une approche globale alliant sécurité et développement. De son côté, le secrétaire général du ministère nigérien des Affaires étrangères a salué la profondeur des relations algéro-nigériennes, soulignant que la tenue de cette session reflète l'intérêt accordé par les dirigeants des deux pays au développement et au renforcement des relations de coopération fondées sur l'amitié, la fraternité et le respect mutuel.

MDN

Des tentatives d’introduction de plus de 10 quintaux de kif traité déjouées à Adrar et Béchar

Des tentatives d'introduction de plus de 10 quintaux de kif traité provenant des frontières avec le Maroc ont été déjouées par des détachements combinés de l'Armée nationale populaire (ANP), vendredi, le premier jour de l'Aïd el Fitr, lors de deux opérations distinctes à

Adrar et Béchar, indique dimanche un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). "Dans le cadre de la guerre menée par l'Armée nationale populaire contre les barons de la contrebande et contre les narco-trafiquants et dans la dynamique

des efforts continus pour sécuriser les frontières et lutter contre la contrebande et le crime organisé multiforme, des détachements combinés de l'ANP ont déjoué, le 20 mars 2026, premier jour de l'Aïd el-Fitr, lors de deux opérations distinctes dans les zones de Hassi Achour à Adrar et

Kenadsa à Béchar en 3ème Région militaire, des tentatives d'introduction de 10 quintaux et 49 kilogrammes de kif traité provenant des frontières avec le Maroc et saisi un (01) véhicule et deux (02) motos utilisées pour transporter ces poisons", précise la même source.

AÏD EL FITR

Le Général d’Armée Saïd Chanegriha préside la cérémonie de présentation des vœux

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha, ministre Délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP) a présidé, dimanche, au niveau du siège du ministère de la Défense nationale (MDN), la cérémonie de présentation des vœux à l'occasion de la fête de l'Aïd El Fitr, a indiqué un communiqué du MDN. Ont pris part, à cette cérémonie, le Général de Corps d'Armée, Commandant des Forces Terrestres, le Secrétaire Général du ministère de la Défense nationale, les Commandants de Forces, de la Garde Républicaine et de la Gendarmerie nationale, le Directeur de Cabinet auprès du ministère de la Défense nationale, le Commandant de la 1ère Région Militaire, les Chefs de Départements, le Contrôleur Général de l'Armée, les Directeurs et les Chefs de Services Centraux du MDN et de l'Etat-Major de l'ANP. A cette occasion, le Général d'Armée a tenu à présenter ses vœux aux présents et à leurs proches ainsi qu'à l'ensemble des per-

sonnels de l'ANP. "Il m'est agréable de m'adresser à vous, et à travers vous à l'ensemble des personnels de l'ANP et à leurs familles, pour leur adresser mes vœux les plus sincères et mes félicitations les plus chaleureuses, priant Allah le Tout Puissant de nous faire renouveler ces occasions religieuses dans la quiétude, la paix et la bénédiction et d'accorder à notre pays davantage de progrès et de prospérité dans un climat empreint de sécurité et de stabilité", a souligné le Général d'Armée. Il a ajouté : "Je tiens également à saisir cette occasion pour vous adresser mes meilleurs vœux, à l'occasion de la commémoration par notre pays du 64e anniversaire de la Fête de la Victoire, cette étape historique mémorable qui ravive dans nos esprits la grandeur de cette victoire éclatante contre le colonisateur barbare, arrachée grâce aux sacrifices de millions d'Algériens et d'Algériennes". Le Général d'Armée a également saisi cette occasion pour souligner l'importance de prendre conscience des tenants et aboutis-

sants des mutations géopolitiques accélérées que connaît actuellement la scène internationale. "La célébration de ces deux événements intervient dans un contexte marqué par les mutations géopolitiques accélérées et préoccupantes que connaît la scène internationale actuelle, caractérisées notamment par le retour du recours à l'option de guerre et aux interventions militaires, le déclin de la place des organisations multilatérales et le mépris des principes du droit international, ce qui peut porter atteinte à la souveraineté des Etats et à leurs choix nationaux", a -t-il relevé. En conséquence, a poursuivi le Général d'Armée, "il incombe à tous, de rehausser le niveau de conscience, avec un haut degré de professionnalisme et une proactivité clairvoyante, face aux profondes mutations géopolitiques que connaît le monde, particulièrement quant à leurs répercussions sur les pays du Sud", a noté le communiqué du MDN.

APS